

Rapport d'Orientations Budgétaires



2025

Entre contraintes budgétaires et réponses aux besoins de nos concitoyens : la recherche du meilleur équilibre.

Retardée en raison d'un **contexte politique national inédit**, marqué par la **démission de deux gouvernements successifs** en moins de six mois, ainsi que l'**absence d'une majorité parlementaire stable**, la procédure de préparation du **budget de l'État** a finalement débouché sur l'adoption de la **loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025**.

Pour ce qui la concerne, la Ville d'Hirson solde l'**exercice budgétaire 2024** avec un **excédent de fonctionnement de 562 876 €**, un **déficit d'investissement - y compris les restes à réaliser - de 215 827 €**, et donc un **résultat net global de 347 049 €**, contre **411 628 € en 2023**.

Après **2 347 984 €** investis en 2023, l'année 2024 a encore permis de consacrer **2 883 810 €** au **programme pluriannuel d'investissement « Hirson, Ville nouvelle »**. Pour ce faire, la Municipalité a **obtenu**, auprès de l'**État**, de la **Région** et du **Département**, un total de **2 557 558 € de subventions**. Souscrit auprès de la **Banque Postale**, au **taux fixe de 3,87 %**, sur une **durée de 20 ans**, l'**emprunt** s'est élevé à **1 200 000 €**. L'**encours de dette** demeure quasiment stable passant de **12 917 854 €** au 1^{er} janvier 2024 à **13 013 025 €** au 1^{er} janvier 2025 (+ 0,73 %).

En 2024, les **dépenses de fonctionnement** ont globalement progressé de **5,35 %** (contre **6,64 %** en 2023), essentiellement en raison de l'augmentation des **charges de personnel** et des **subventions aux associations**. Les **recettes de fonctionnement** ont, quant à elles, diminué de **1,58 %**, du fait, notamment, de la baisse du **produit de la vente des bois**. Constaté depuis plusieurs exercices, cet **effet de ciseau** réduit la **capacité d'autofinancement des investissements** et renforce le **recours à l'emprunt**.

Dans l'objectif d'inverser cette tendance, le **budget primitif 2025** sera donc construit en réalisant des **économies de fonctionnement** permettant de dégager les marges de manœuvre indispensables au financement des projets du **Plan Pluriannuel d'Investissement**.

Pour cette année 2025, ce Plan sera principalement consacré à la réalisation de la première phase du projet de **résorption des friches urbaines et de valorisation des berges de l'Oise**, à l'**achèvement du futur Hôtel de ville** et des **logements de gendarmes** ainsi qu'aux **travaux de voirie**.

En fonction de l'**évolution des financements** accordés par l'**État**, la **Région** et le **Département**, les **politiques volontaristes** engagées par la Municipalité en matière **éducative, citoyenne, sociale, culturelle et sportive**, seront adaptées, dans la **recherche du meilleur équilibre possible** entre **contraintes budgétaires, réponses aux besoins de nos concitoyens** et maintien de l'**attractivité d'Hirson**.

Comme chaque année, à partir de l'analyse de l'**évolution financière des cinq derniers exercices**, ce **Rapport d'Orientations Budgétaires** détaille donc, en **dix chapitres**, les **enjeux et priorités de l'action municipale**.

Jean-Jacques THOMAS



SOMMAIRE

I - CONTEXTE GÉNÉRAL : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES..... 4 à 5

Le contexte économique et international et national.....	4
Les principales mesures de la Loi de finances pour 2025.....	4 et 5

II – SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ 6 à 14

II - 1 Le budget principal.....	6 à 13
1 -- Les principales évolutions constatées en 2024.....	6 et 7
2 – Les grandes masses financières.....	7
3 – Les grands équilibres financiers.....	8
4 – Le niveau de l'endettement.....	9
5 – La fiscalité directe.....	9 et 10
6 – Les dépenses.....	10 et 11
7 – Les recettes.....	11 à 13
8 – Les ratios.....	13
II – 2 Les budgets annexes.....	14
1 - Budget de l'eau.....	14
2 – Budget de l'abattoir.....	14

III – ENJEUX DE L'ACTION MUNICIPALE ET ORIENTATIONS PLURIANNUELLES..... 15 à 41

1) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE..... 15 à 18

Le maintien et la création d'emplois demeurent prioritaires.....	15
Le développement du parc industriel de la Rotonde-Florentine.....	15 et 16
L'extension du parc commercial des Champs-Élysées.....	16
L'aide à l'implantation de commerces.....	16 et 17
L'abattoir municipal : un nouveau délégataire, un plan de modernisation et la création d'un atelier de découpe.....	17
Le Pôle d'économie solidaire : un creuset d'emplois d'utilité collective.....	17 à 18

2) TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE 18 à 20

La rénovation énergétique des bâtiments communaux.....	18 et 19
La modernisation de l'éclairage public.....	19
Forêt communale : des recettes investies pour assurer la régénération.....	19 et 20
La modernisation des réseaux d'eau potable.....	20

3) TRAVAUX ET URBANISME 21 à 21

La résorption des friches urbaines et l'aménagement des berges de l'Oise.....	21
Travaux de voirie : le programme 2025.....	22
Étang de Blangy : la nécessaire sécurisation de la digue.....	22 et 23

4) LOGEMENT 23 à 25

L'évolution du marché immobilier.....	23
La mise en œuvre effective du permis de louer.....	23
La modernisation du parc de logements de l'OPAL.....	23 et 24
La construction de nouveaux logements.....	24
Lancement du programme « HLM horizontales et éclatées ».....	25

5) SERVICES PUBLICS..... 25 à 27

L'installation des services municipaux dans le nouvel Hôtel de ville.....	25 et 26
Espace « France Services » : toujours plus de services en centre-ville.....	26 et 27
L'implantation d'un tiers-lieu numérique sur le quartier de la gare.....	27

6) ÉDUCATION, ENFANCE ET JEUNESSE.....	27 à 30
Travaux scolaires : le programme 2025.....	27 et 28
Restauration scolaire : maintenir la qualité et l'accessibilité.....	28
Adaptation du Projet éducatif de territoire.....	28 et 29
Maison de la Petite Enfance : l'extension des services et de la capacité d'accueil.....	29 et 30
La réussite du Campus connecté.....	30
7) ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET VIE SPORTIVE.....	30 à 32
Salle de la Tannerie : une dernière phase de modernisation.....	31
Gymnase Dropsy : la rénovation du terrain multisports.....	31
Office Municipal des Sports : un soutien réaffirmé aux clubs.....	31 et 32
8) ÉQUIPEMENTS CULTURELS, VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE	32 à 35
Conservatoire municipal de musique : une attractivité confirmée.....	32
Médiathèque : un nouveau Plan municipal en faveur de la lecture.....	33
Micro-folie : l'aménagement d'un espace de convivialité.....	33 et 34
Cinéma : s'adapter à l'évolution de la demande.....	34
« T.A.R./MAC. » : un nouveau programme transfrontalier.....	34 et 35
Vie associative : le soutien de la Municipalité.....	35
9) PRÉVENTION ET SÉCURITÉ.....	35 à 38
Prévention de la délinquance : le programme d'actions du CISPD.....	35 à 37
L'adaptation du dispositif de vidéoprotection.....	37
L'arrivée de la BMO et le renforcement de la gendarmerie.....	37 et 38
10) POLITIQUES CONTRACTUELLES.....	38 à 41
Le nouveau Contrat de ville « Engagement Quartiers 2030 ».....	38 et 39
« Petites Villes de Demain » : poursuite de l'Opération de Revitalisation du Territoire.....	39
« Redynamisation des centres-villes et centres-bourgs » : 1 million de subventions régionales mobilisées.....	39 et 40
Vers le nouveau Pacte SAT 3.....	40 et 41

CONTEXTE GÉNÉRAL : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le contexte économique international et national

Une croissance économique limitée, notamment en Europe

Estimé à **2,6 % en 2024** (contre **3,1 % en 2023**), le taux de **croissance mondiale** s'est ralenti en 2024. Alors qu'il atteint **5 % en Chine** et **2,7 % aux États-Unis**, il s'effondre à **0,1 % au Japon** et reste limité à **0,8 % dans la zone euro**. Parmi les pays européens, le **Royaume-Uni** connaît une croissance de **1,4 %** et l'**Italie** un taux limité à **0,5 %**. Seule l'**Espagne** affiche une **croissance remarquable** estimée à **3,2 % en 2024**. Quant à l'**Allemagne**, elle a connu une nouvelle **récession de son PIB de - 0,2 %** (après **- 0,3 % en 2023**).

Pour ce qui concerne la **France**, en 2024, le **taux de croissance** se limite à **1,1 %**, après **0,9 en 2023** et **2,5 % en 2022**.

Selon les dernières **études prospectives de la Banque mondiale**, dans un contexte marqué par le **repli progressif de l'inflation et des taux d'intérêt**, l'économie mondiale devrait croître de **2,7 %** en 2025 et 2026, soit un **taux comparable à celui de 2024**.

Le reflux confirmé de l'inflation

En 2024, le **taux d'inflation** s'établit à **3 % aux États-Unis**, **3 % au Royaume-Uni**, **2,5 % pour la zone euro** dans son ensemble, **2,3 % en Allemagne**, **2,9 % en Espagne**, **1,5 % en Italie** et **1,7 % en France**.

Le risque d'une reprise du chômage

Sur l'année 2024, le **taux de chômage** s'élève à **4 % aux États-Unis**, **4,4 % au Royaume-Uni**, **6,3 % dans les pays de la zone euro**, **6,2 % en Allemagne**, **10,61 % en Espagne** et **6,2 % en Italie**.

En **France**, comme en 2023, le **taux de chômage** se stabilise à **7,3 % de la population active** et **2,3 millions de chômeurs** sont comptabilisés au niveau national.

Néanmoins, le nombre de **demandeurs d'emploi de catégorie A**, c'est-à-dire sans aucune activité, a augmenté de **3,5 % en 2024** en France (hors Mayotte). Au **quatrième trimestre 2024**, le chômage a connu sa **plus forte remontée** en une décennie, en dehors de la crise du Covid-19 : **+ 3,9 %** par rapport au trimestre précédent.

Les principales mesures de la loi de finances pour 2025

La loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 repose sur un objectif de ramener le **déficit public à 5,4 % du PIB en 2025**.

À cette fin, elle prévoit 30 milliards d'euros d'économies et 20 milliards d'euros de hausse d'impôts. Les collectivités locales devront endurer une ponction de 2,2 milliards d'euros sur leurs recettes, reposant sur deux mesures principales : le gel de la TVA, qui coûtera 1,2 milliard d'euros et la mise en place, pour 2 000 collectivités concernées, d'un dispositif de mise en réserve d'un milliard d'euros, appelé DILICO (Dispositif de Lissage CONjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales).

Gel des fractions de TVA affectées aux collectivités locales

Les **fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** allouées en 2025 aux collectivités territoriales sont **gelées à leur niveau de 2024**. Ces fractions de TVA compensent la suppression, pour les communes, de la **taxe d'habitation sur les résidences principales**, et pour les intercommunalités, de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**.

Renforcement de la péréquation pour les dotations de fonctionnement

L'accroissement de la péréquation communale se traduit par une **augmentation de 290 millions** des crédits alloués pour la **Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)** et la **Dotation de Solidarité Rurale (DSR)**.

Réduction des dotations d'aide à l'investissement du Fonds vert

Destiné à **soutenir la transition écologique** des territoires, le **Fonds vert** voit ses autorisations d'engagement réduites de **2,5 milliards d'euros en 2024 à 1,15 milliards d'euros en 2025**.

Si la **Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)** se maintient à **1,046 milliard d'euros**, les **autorisations d'engagement de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)** diminuent, quant à elles, de **145 millions d'euros**, afin de financer, pour moitié, la progression des dotations de péréquation communales.

Augmentation des cotisations des collectivités pour la retraite et l'assurance maladie

La **hausse de la cotisation des employeurs à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL)** a été actée par décret du 30 janvier 2025.

Elle se traduit par une **hausse annuelle de trois points** durant quatre exercices de la cotisation, qui passera ainsi de **31,65 % en 2024 à 43,65 % en 2028**, soit une **augmentation cumulée de 12 points**.

S'y ajoute, au 1^{er} janvier 2025, le **retour d'un point supplémentaire du taux de la cotisation d'assurance maladie des employeurs territoriaux**, qui avait été exceptionnellement diminué en 2024 dans le cadre de la réforme des retraites pour compenser une augmentation de même ampleur du taux de CNRACL.

La revalorisation forfaitaire des bases pour 2025

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), depuis 2018, les **valeurs locatives foncières** sont **revalorisées en fonction de l'inflation constatée**, à partir de **l'indice des prix à la consommation harmonisé**.

Pour 2025, la **hausse des bases** est ainsi limitée par l'État à **1,7 %**.

2ème partie

SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ

II - 1 LE BUDGET PRINCIPAL

1 – LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS CONSTATÉES EN 2024

Des dépenses de fonctionnement en progression de 5,35 %

Après une augmentation de **6,64 %** en 2023, l'évolution des **dépenses réelles de fonctionnement** a été ramenée, cette année, à **5,35 %**, passant de **12 783 630 €** à **13 467 279 €**.

Malgré une **diminution de 2,05 % des effectifs** (239 agents au 31 décembre 2024 contre 244 au 31 décembre 2023), les **charges de personnel** (chapitre 012) continuent de progresser, passant de **7 548 405 €** à **8 003 316 €**, soit une **évolution de 6,03 %**, liée, notamment, à l'**attribution de 5 points d'indice à l'ensemble des agents** à compter de janvier 2024, au versement en juin de la **prime de pouvoir d'achat exceptionnelle** (113 857 €), à la forte augmentation des **cotisations pour l'assurance du personnel** (+ 55 %), à la **revalorisation du SMIC de 2 %** au 1^{er} novembre 2024, ainsi qu'à l'application du **glissement vieillesse technicité**(GVT).

Après une augmentation de **9,87 %** en 2023, les **charges à caractère général** (chapitre 011) sont maîtrisées, avec une **progression limitée à 0,8 %**, inférieure à l'**inflation de 1,7 %** constatée en France en 2024. Elles passent ainsi de **4 027 423 €** à **4 059 726 €**. Au sein de ce chapitre, progressent, notamment, les **dépenses liées à l'énergie** (gaz, électricité), passant de **676 607 €** à **808 485 €** (+ 19,49 %), à l'**eau**, passant de **76 192 €** à **105 416 €** (+ 38,35 %), à l'**alimentation**, passant de **176 051 €** à **200 279 €** (+ 13,76 %), et aux **primes d'assurance**, passant de **84 805 €** à **90 790 €** (+7,05 %).

Les **subventions versées** (article 657) passent de **585 852 €** à **722 902 €**, dont notamment **20 000 €** supplémentaires pour le **Centre Social et d'Animation Culturelle**, **10 000 €** pour le cinéma « **Sonhir** », **5 000 €** pour la **Maison de l'Europe de la Grande Thiérache** ; et le versement de la **subvention annuelle de 100 000 €** au CCAS.

Liées aux **intérêts d'emprunts**, les **charges financières** (chapitre 66) augmentent de **14,25 %**, passant de **386 534 €** en 2023 à **441 609 €** en 2024.

Des recettes de fonctionnement en diminution de 1,58 %.

Après une augmentation de **5,04 %** en 2023, les **recettes réelles de fonctionnement** diminuent de **1,58 %**, passant de **13 802 997 €** à **13 584 820 €**.

Le **produit des impôts et taxes** (chapitre 73) progresse globalement de **56 479 €** (+ 0,79 %) et passe de **7 178 892 €** à **7 235 641 €**.

Les dotations, subventions et participations (chapitre 74) progressent de 29 036 €, passant de 4 596 913 € à 4 625 949 € (+ 0,63 %). Parmi elles, les dotations de l'État augmentent globalement de 137 386 € (+ 3,72 %). Elles passent de 3 684 513 € en 2022 à 3 821 899 €. Alors que la dotation forfaitaire diminue de 6 582 € (- 0,52 %), que la Dotation Nationale de Péréquation diminue de 1 215 € (- 0,43 %), la Dotation de Solidarité Rurale progresse de 81 709 € (+7,02 %) et la Dotation de la Solidarité Urbaine de 63 474 € (+ 6,39 %).

Par ailleurs, les compensations de l'État au titre des exonérations de taxe foncière passent de 229 152 € à 317 263 €, soit une progression de 38,45 %. Les subventions de l'État accordées à divers titres (tarification des repas à 1 euro, France Services, poste du chargé de mission Petite Ville de Demain...) passent de 164 087 € à 195 156 €, soit encore une progression de 18,93 %.

Les produits des services, du domaine et ventes diverses (chapitre 70) passent de 812 068 € à 602 362 € (- 25,82 %). Cette forte diminution est due, notamment, à la baisse du produit de la vente des bois, passant de 250 764 € à 87 742 €.

Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) progressent de 106 736 € (+ 45,33 %), passant de 235 441 € à 342 177 €, compte tenu, notamment, d'un remboursement d'un trop perçu par EDF (44 583 €) et de l'attribution d'aides du FIPHFP pour l'aménagement de postes de travail ou la formation en alternance d'agents reconnus en situation de handicap. Les revenus des immeubles, comprenant l'ensemble des loyers perçus, dont celui de l'agence France Travail, passent de 235 440 € à 248 869 €, progressant ainsi de 5,70 %.

Les produits financiers (chapitre 76) demeurent stables avec la perception de l'aide annuelle du Fonds de soutien de l'État pour la sortie des emprunts structurés (187 271 €).

2 – LES GRANDES MASSES FINANCIÈRES

2.1 – Les masses budgétaires

	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	12 121 629	12 521 980	13 140 434	13 802 997	13 584 820
Dépenses de fonctionnement	10 482 997	11 045 281	11 987 406	12 783 630	13 467 279
Recettes d'investissement	740 227	1 540 215	1 666 068	2 229 668	1 827 992
Dépenses d'investissement	2 234 508	3 018 138	4 357 488	2 567 749	2 862 496

2.2 – L'endettement

	2020	2021	2022	2023	2024
Encours au 1er janvier	14 166 740	14 050 029	13 588 891	13 192 593	12 917 854
Emprunt	289 756	497 124	646 601	750 000	1 200 000

3 – LES GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS

3.1 – Les épargnes

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

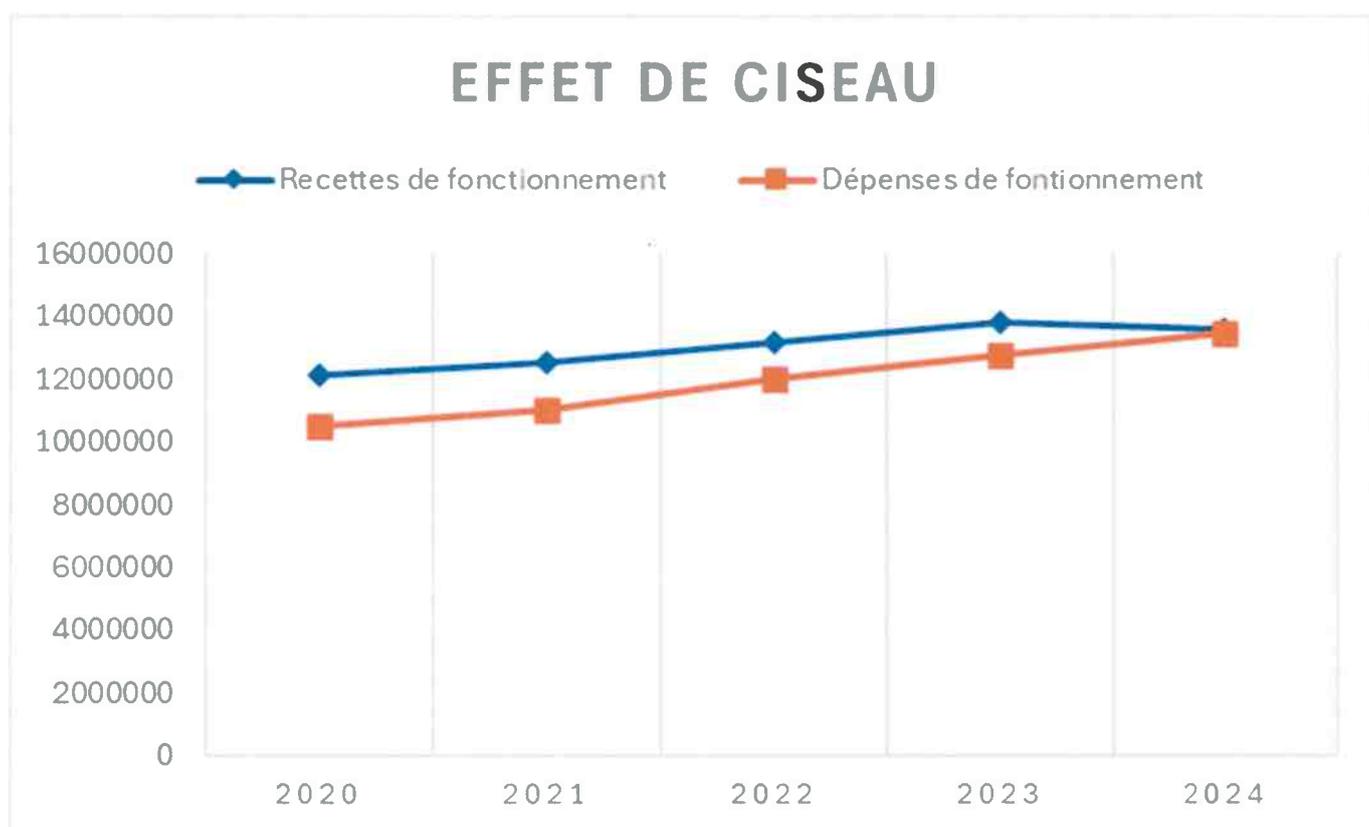
Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	12 121 629	12 521 980	13 140 434	13 802 997	13 584 820
Epargne de gestion	2 028 362	1 844 109	1 502 391	1 405 900	559 151
Epargne brute	1 611 672	1 447 294	1 126 028	1 019 366	117 541
Taux d'épargne brute (en %)	13,29 %	11,55 %	8,56 %	7,38 %	0,86 %

3.2 – Effet ciseau

	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	12 121 629	12 521 980	13 140 434	13 802 997	13 584 820
Dépenses de fonctionnement	10 482 997	11 045 281	11 987 406	12 783 630	13 467 279

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des dépenses et des recettes en valeur euro.

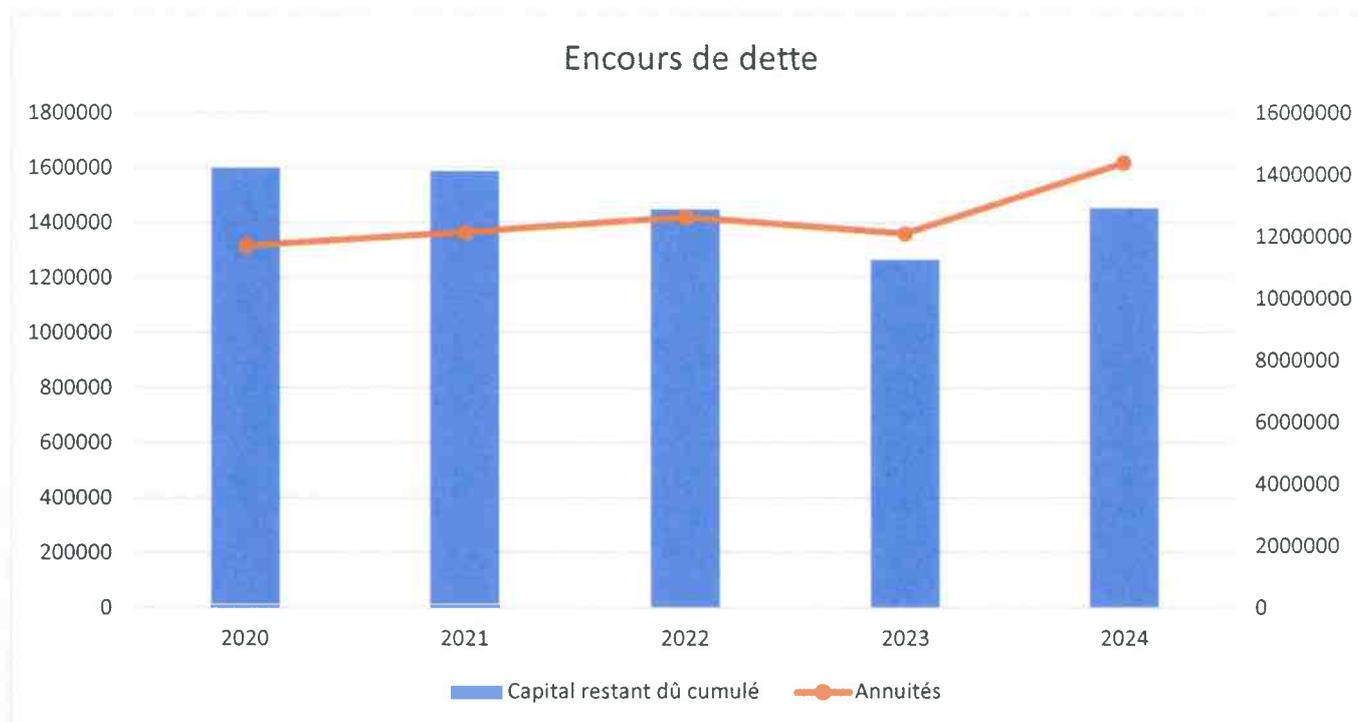


Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

4 – LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

Encours de dette et annuité

	2020	2021	2022	2023	2024
Capital Restant Dû (au 01/01)	14 166 740	14 050 029	13 598 891	13 192 593	12 917 854
Evolution en %	-6,91 %	-0,82 %	-3,21 %	-2,99 %	-2,08 %
Annuités	1 316 688	1 365 642	1 421 227	1 360 437	1 618 217
Evolution en %	-12,07 %	3,72 %	4,07 %	-4,28 %	18,95 %



Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période. L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.

5 – LA FISCALITÉ DIRECTE

5.1 – Les bases fiscales

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

	Base nette imposable TH puis THRS	Base nette imposable TFB	Base nette imposable TFNB
2020	8 184 545	9 160 273	124 387
2021	1 111 216	8 720 210	126 332
2022	931 361	9 226 646	130 088
2023	1 485 302	9 779 401	140 673
2024	1 113 100	10 135 000	146 000

5.2 – Les taux et les produits fiscaux

Les taux fiscaux

	Taux de TH et THRS	Taux taxe foncière sur le bâti	Taux taxe foncière sur le non bâti
2020	20,16 %	31,06 %	74,6 %
2021	20,16 %	62,78 %	74,6 %
2022	20,16 %	62,78 %	74,6 %
2023	20,16 %	62,78 %	74,6 %
2024	20,16 %	62,78 %	74,6 %

Les produits fiscaux

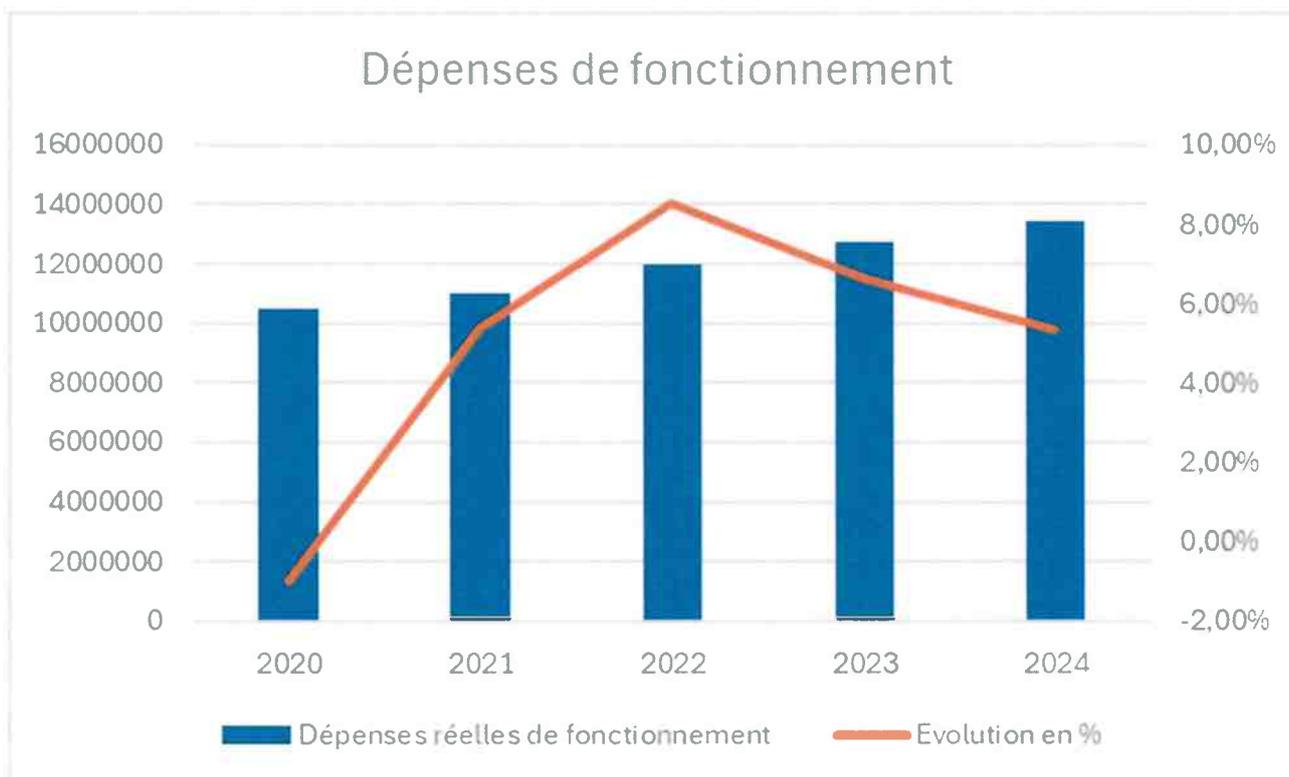
Le total des produits de la fiscalité directe s'est établi à 4 625 822 € en 2019 et à 5 732 748 € en 2024.

	2020	2021	2022	2023	2024
Produit de la TH puis THRS	1 650 004	224 021	114 512	180 359	98 785
Produit de la TFB	2 845 181	4 595 385	4 832 181	5 141 934	5 314 113
Produit de la TFNB	92 793	94 244	97 046	104 942	108 976
Rôles supplémentaires	81 113	21 575	41 179	22 308	12 366
Surtaxe sur les logements vacants	0	0	73 251	119 078	198 508
Total des produits	4 669 091	4 935 225	5 158 169	5 568 621	5 732 748

6 – LES DÉPENSES

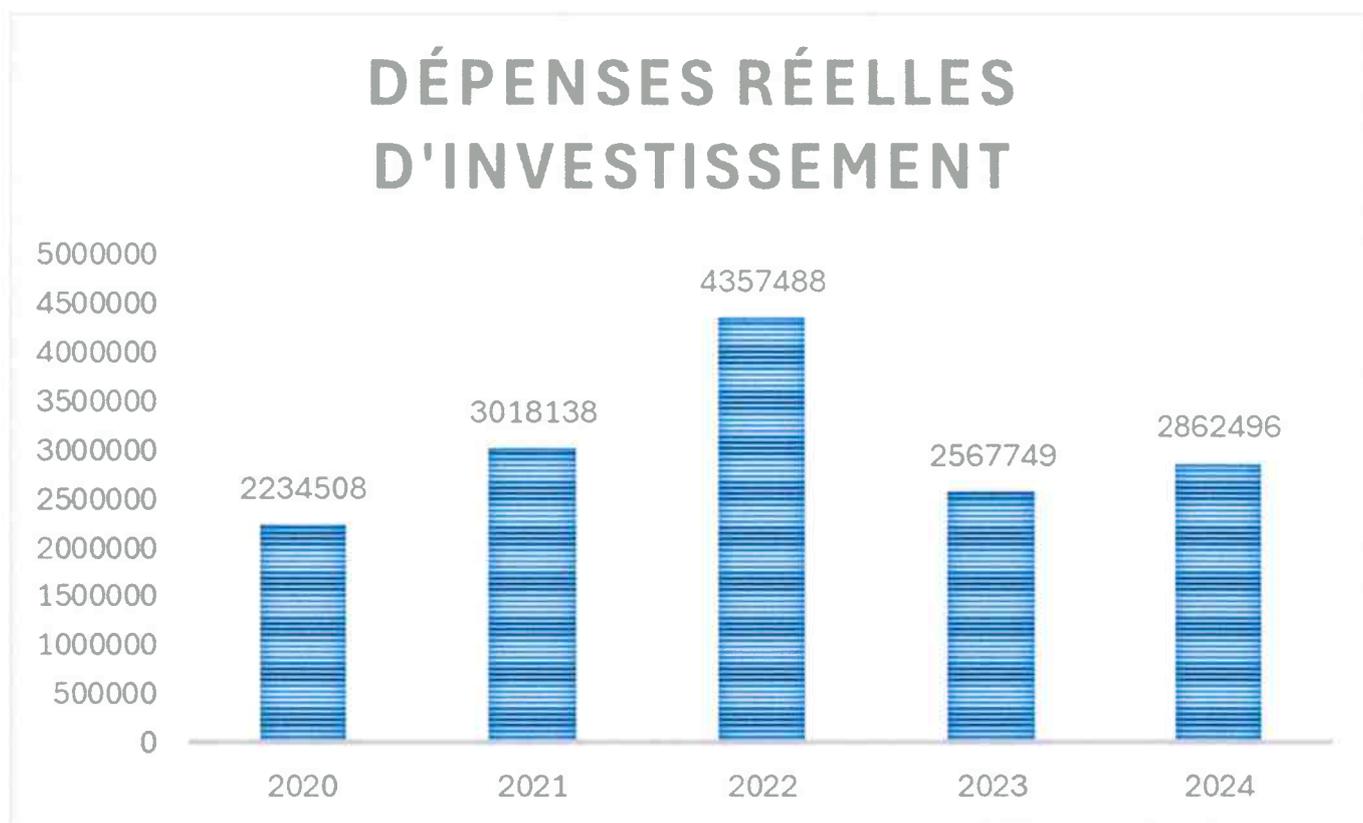
6.1 – Les dépenses de fonctionnement

	2020	2021	2022	2023	2024
Total des dépenses réelles de fonctionnement	10 482 997	11 045 281	11 987 406	12 783 629	13 467 279
Evolution en %	-0,98 %	5,36 %	8,53 %	6,64 %	5,35 %
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	6 366 839	6 565 056	7 160 002	7 548 405	8 003 316
Evolution en %	2,63 %	3,11 %	9,06 %	5,42 %	6,03 %
Charges à caractère général (chap 011)	2 869 683	3 182 399	3 665 541	4 027 423	4 059 726
Evolution en %	-6,24 %	10,9 %	15,18 %	9,87 %	0,80 %
Subventions versées (art 657)	617 594	579 147	500 740	585 852	722 902
Evolution en %	-6,84 %	-6,23 %	-13,54 %	17 %	23,39 %
Intérêts de la dette (art 66111)	416 690	396 814	376 363	386 534	441 609
Evolution en %	-5,73 %	-4,77 %	-5,15 %	2,7 %	14,25 %



6.2 – Les dépenses d'investissement

	2020	2021	2022	2023	2024
Total des dépenses réelles d'investissement	2 234 508	3 018 138	4 357 488	2 567 749	2 862 496
Evolution en %	40,1 %	35,07 %	44,38 %	-41,07 %	11,48 %
Dépenses d'équipement (Chap 20, 21, 23)	1 334 510	2 049 310	3 312 224	1 593 846	1 685 888
Evolution en %	147,34 %	53,56 %	67,97 %	-51,88 %	5,77 %
Remboursement capital de la dette (Chap 16)	899 998	968 828	1 045 264	973 903	1 176 607
Evolution en %	-14,72 %	7,65 %	7,89 %	-6,79 %	20,81 %

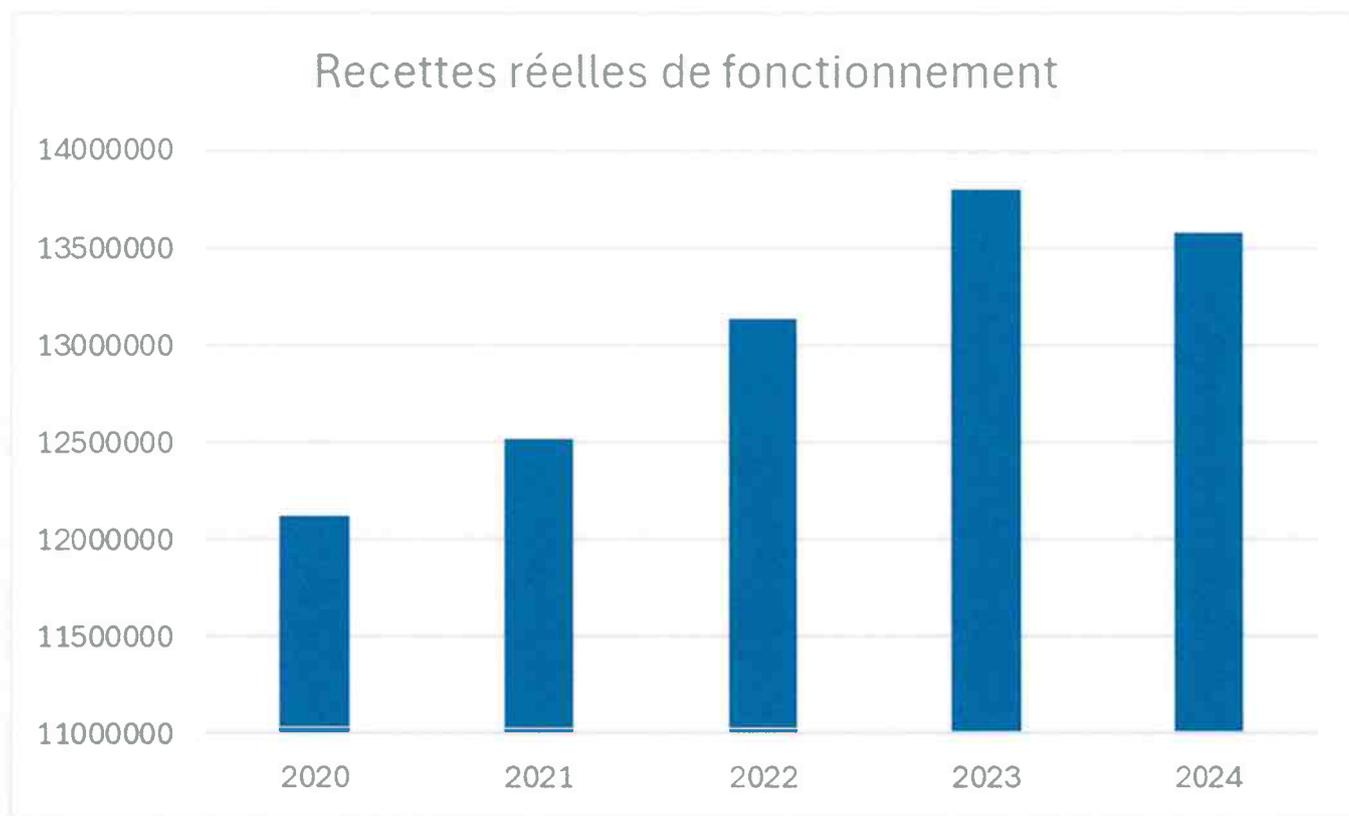


7- LES RECETTES

7.1 – Les recettes de fonctionnement

	2020	2021	2022	2023	2024
Total des recettes réelles de fonctionnement	12 121 629	12 521 980	13 140 434	13 802 997	13 584 820
Evolution en %	1,45 %	3,3 %	4,94 %	5,04 %	-1,58 %
Produit des contributions directes (art 73111)	4 669 091	4 935 225	5 158 168	5 546 313	5 720 382
Evolution en %	0,94 %	5,7 %	4,52 %	7,52 %	3,14 %
Fiscalité indirecte	1 539 651	1 599 377	1 551 420	1 632 579	1 515 259
Evolution en %	1,13 %	3,88 %	-3 %	5,23 %	-7,19 %
Dotations	4 456 738	4 236 693	4 511 377	4 596 913	4 625 949
Evolution en %	9,27 %	-4,94 %	6,48 %	1,9 %	0,63 %
Atténuation de charges (chap 013)	539 056	546 234	712 773	686 665	584 472
Evolution en %	-4,94 %	1,33 %	30,49 %	-3,66 %	-14,88 %
Autres recettes	917 093	1 204 451	1 206 696	1 340 507	1 138 758
Evolution en %	-20,57 %	31,33 %	0,19 %	11,09 %	-15,05 %

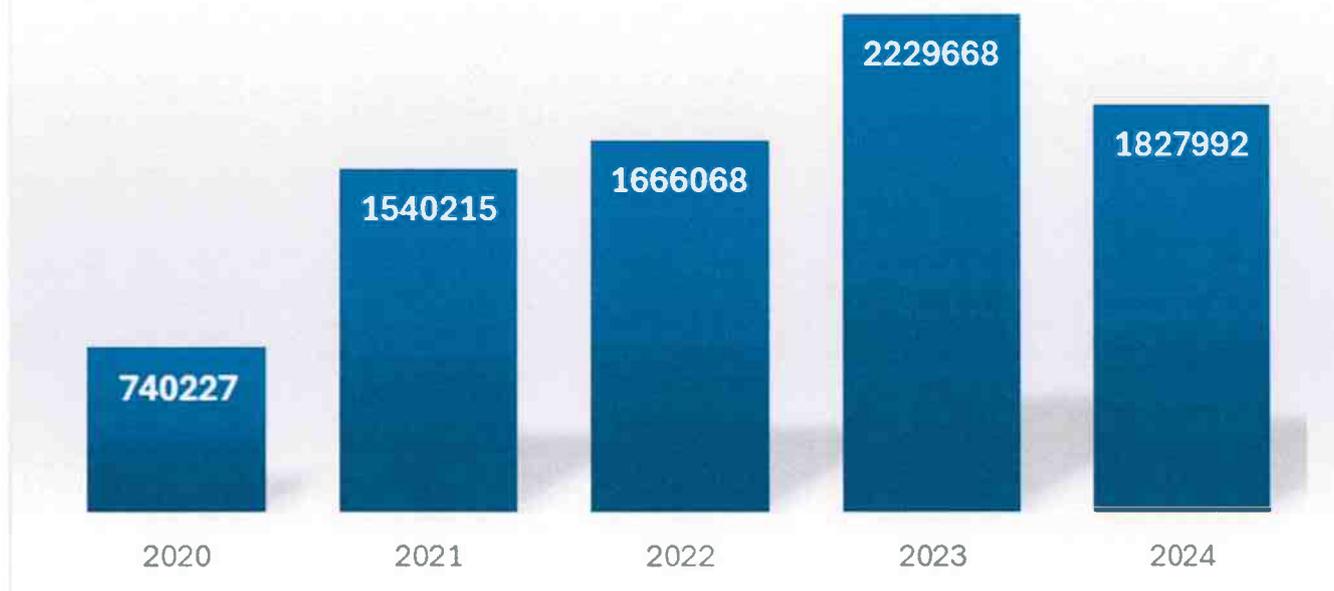
La ligne "Autres recettes" comprend les produits des services (chapitre 70), les autres produits de gestion courante du chapitre 75 ainsi que l'ensemble des autres recettes d'exploitations constituées des produits financiers (chapitre 76), du chapitre 77 et des recettes diverses.



7.2 – Les recettes d'investissement

	2020	2021	2022	2023	2024
Total des recettes réelles d'investissement	740 227	1 540 215	1 666 068	2 229 668	1 827 992
Evolution en %	-9,61 %	108,07 %	8,17 %	33,83 %	-18,02 %
FCTVA (art 10222)	137 084	97 177	216 782	257 251	141 714
Evolution en %	-20,14 %	-29,11 %	123,08 %	18,67 %	-44,91 %
Subventions perçues liées (Chap 13)	182 389	740 256	793 424	1 213 536	485 170
Evolution en %	48,51 %	305,87 %	7,18 %	52,95 %	-60,02 %
Taxe d'urbanisme	49 095	2 326	9 261	7 685	368
Evolution en %	2 318,47 %	-95,26 %	298,08 %	-17,02 %	-95,21 %
Emprunts (Chap 16)	289 756	497 124	646 601	750 000	1 200 000
Evolution en %	-44,49 %	71,56 %	30,06 %	15,99 %	60 %
Recettes diverses	81 903	203 331	30 291	1 195	740
Evolution en %	20 375,75 %	148,26 %	-85,1 %	-96,05 %	-38,08 %

Recettes réelles d'investissement



8 – LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

Population municipale totale prise en compte :

2020 : 9 001

2021 : 8 989

2022 : 8 897

2023 : 8 874

2024 : 8 805

	2020	2021	2022	2023	2024
Ratio 1	1 164	1 228	1 347	1 440	1 529
Ratio 2	518	549	579	625	649
Ratio 3	1 346	1 393	1 476	1 555	1 542
Ratio 4	148	227	372	179	191
Ratio 5	1 573	1 563	1 528	1 486	1 467
Ratio 6	377	381	399	415	434
Ratio 7	60,73 %	59,44 %	59,73 %	59,05 %	59,42 %
Ratio 8	93,91 %	95,94 %	99,18 %	99,67 %	107,79 %
Ratio 9	11,01 %	15,75 %	25,21 %	11,55 %	12,41 %
Ratio 10	112,24 %	111,27 %	97,22 %	82,01 %	95,09 %

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 8= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 9= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

II – 2 LES BUDGETS ANNEXES

1 – Le budget annexe de l'eau

1.1 – Les masses budgétaires

	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	119 031	115 657	119 554	79 243*	110 500
Dépenses de fonctionnement	2 582	2 875	1 831	9 367	7 201
Recettes d'investissement	3 000	31 360	34 360	92 681	0
Dépenses d'investissement	219 783	283 905	23 022	7 400	214 491
dont capital de la dette	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600

* ce faible montant s'explique par le décalage de l'encaissement des recettes lié au renouvellement de la DSP au 1^{er} janvier 2023.

2.2 – Soldes financiers

	2020	2021	2022	2023	2024
Epargne de gestion	116 449	112 782	117 723	69 876	103 299
Epargne brute	116 449	112 782	117 723	69 876	103 299

1.2 – Endettement

	2020	2021	2022	2023	2024
Encours au 31 décembre	8 000	6 400	4 800	3 200	1 600

2 – Le budget annexe de l'abattoir

2.1 – Les masses budgétaires

	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	24 086	22 763	21 890	13 153	15 808
Dépenses de fonctionnement	375	3 289	727	11 695	43 244
dont intérêts de la dette	416	371	325	277	226
Dépenses d'investissement	12 731	1 026	46 961	1121	9 770
dont capital de la dette	982	1 026	1 073	1121	1 171

2.2 – Soldes financiers

	2020	2021	2022	2023	2024
Epargne de gestion	24 127	19 845	21 488	1 735	- 27 436
Epargne brute	23 711	19 474	21 163	1 458	- 27 662

2.3 – Endettement

	2020	2021	2022	2023	2024
Encours au 31 décembre	9 431	8 034	6 636	5 238	3 841

ENJEUX DE L'ACTION MUNICIPALE ET ORIENTATIONS PLURIANNUELLES

1) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Dans un contexte national marqué, en 2024, par un taux de croissance du PIB limité à 1,1 % et une inflation ramenée à 1,7 %, alors même que la fragilité du tissu industriel et commercial menace encore de nombreux emplois, l'évolution du contexte économique local s'appuie sur des perspectives positives. De nouvelles implantations industrielles et commerciales se réalisent, en effet, sur les parcs de développement économique de La Rotonde-Florentine et des Champs-Élysées.

En lien avec la Communauté de communes des Trois-Rivières et la Région Hauts-de-France, la Municipalité assure l'accompagnement des porteurs de projet. Avec son Pôle d'économie solidaire, elle contribue, également, à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi.

Le maintien et la création d'emplois demeurent prioritaires

Selon l'INSEE, pour le troisième trimestre 2024, les taux de chômage s'établissent respectivement à **7,3 % au niveau national** (7,4 % en 2023), **9,1 % dans les Hauts-de-France** (9,2 % en 2023), **10,6 % dans l'Aisne** (comme en 2023) et **12,2 % pour le bassin d'emploi de Maubeuge** (12,3 % en 2023), auquel l'INSEE rattache la Ville d'Hirson.

Cette **quasi-stabilité du chômage sur le bassin d'emploi** ne permet pas de réduire sensiblement l'écart de **cinq points avec le niveau national**, de **trois points avec le niveau régional** et de **1,6 point avec le niveau départemental**.

Le **maintien et la création d'emplois** demeurent donc des priorités, au même titre que la **formation et l'insertion des demandeurs d'emploi**.

Le développement du parc industriel de la Rotonde-Florentine

La construction de la nouvelle usine Barat

Composé de **sept usines**, toutes spécialisées dans le domaine ferroviaire, installées à **Contres** dans le Loir-et-Cher, à **Crespin** dans le Nord, à **Loudun** dans la Vienne, à **Rorthais** dans les Deux-Sèvres, à **Saint Arnoult-en-Yvelines** et, depuis 2019, à **Barcelone**, le groupe **Barat** emploie **480 salariés** pour un **chiffre d'affaires** évalué à **110 millions d'euros** en 2024.

À Hirson, installée depuis 1999 dans les locaux de l'**ex-usine Klein**, avec un effectif de **55 salariés**, l'usine assure, principalement, la **production de fenêtres de train**.

Afin de **poursuivre le développement du site hirsonnais**, avec la perspective de **nouvelles créations d'emplois**, le groupe Barat s'est engagé, en 2024, dans la construction d'une **nouvelle unité de production de 9 778 m²**, sur une parcelle **25 228 m²** située sur le **parc d'activités de la Rotonde – Florentine**.

Bénéficiant du soutien de la **Région des Hauts-de-France** et de la **Communauté de communes des Trois-Rivières**, cet investissement, dont le coût est estimé à **9,9 millions d'euros**, assurera donc le **désenclavement de cette entreprise et son développement sur le territoire**.

Par ailleurs, la Communauté de communes des Trois-Rivières et la Municipalité travaillent actuellement de concert pour qu'une **nouvelle activité** s'installe, dans les meilleurs délais, **dans les locaux de l'actuelle usine Barat**, situés rue Thiers.

L'installation des Établissements Colas-Pezeril

Dès cette année, la **Communauté de communes des Trois-Rivières** assurera la cession du bâtiment, auparavant occupé par l'association « Quick-Multi-Services », aux **Établissements Colas-Pezeril**, entreprise de bâtiment tous corps d'état, afin qu'elle y assure son développement.

L'extension du parc commercial des Champs-Élysées

Depuis les **dernières implantations commerciales** obtenues, confirmant ainsi son **attractivité**, la **zone commerciale des Champs-Élysées** ne dispose plus d'aucun local commercial disponible.

Afin de **poursuivre son développement**, l'aménagement d'une **nouvelle zone** fait actuellement l'objet d'une **demande de permis de construire**, sur un **terrain de 37 279 m²**, dénommé « **La Fosse aux cerisiers** ».

Accessible par l'**avenue de Verdun**, cette zone comprendra, d'une part, un **espace commun de 21 222 m²**, offrant **220 places de stationnement** (dont 211 en dalles éco-végétales), un **parc paysager** agrémenté d'arbres et de plantes basses, un **bassin de tamponnement paysager d'infiltration** et des **cheminements piétonniers**. D'autre part, sur une **surface de 16 087 m²**, l'**espace privatif** comportera, au maximum **12 lots**, pour l'**implantation de nouvelles activités commerciales**, dont la surface unitaire ne pourra excéder **9 000 m²**.

L'aide à l'implantation de commerces

Comme dans toutes les villes, le **commerce de centre-ville** est confronté à l'évolution du **comportement des consommateurs** et à la **concurrence du commerce en ligne**. Pour autant, **préserver, diversifier et développer** cette offre de commerce de proximité, **lutter contre la vacance commerciale**, constituent un **enjeu important**, non seulement pour la **dynamisation de l'activité économique**, mais également pour le **maintien de la qualité de vie des habitants**.

À cette fin, la Municipalité a donc instauré, dans le **périmètre géographique** retenu par l'État, au titre de l'**Opération de Revitalisation du Territoire**, une **Aide à l'Implantation Commerciale (A.I.C.)**, en faveur des **porteurs de projets souhaitant créer ou reprendre un commerce**.

Cette aide financière prend la forme d'une **prise en charge partielle et dégressive du loyer, plafonnée et limitée pour les six premiers mois d'installation**, selon les modalités suivantes : **50 % du loyer** (hors charges) **durant les trois premiers mois** et **25 % du loyer** (hors charges) **du 4^e au 6^e mois**. L'aide maximale est plafonnée à **350 € par mois**.

N'y sont **pas éligibles** les **professions libérales**, les **activités financières**, **banques**, **assurances** et **mutuelles**, les **agences immobilières**, les **agences de travail intérimaire**, les **établissements publics** et les **commerces de vente de restauration rapide à emporter ou sur place**.

L'abattoir hirsonnais : un nouveau délégataire, un plan de modernisation et la création d'un atelier de découpe

L'**abattoir municipal d'Hirson** constitue un **maillon de proximité** indispensable au **maintien de la filière de l'élevage**, tant pour la **Thiérache de l'Aisne** et des **Ardennes** que pour l'**Avesnois**.

Suite à la liquidation judiciaire de la **SARL SABHIR** prononcée le 31 janvier 2025 par le Tribunal de Commerce de Saint-Quentin, la Municipalité s'est donc engagée à **retrouver un repeneur**, en capacité d'assurer, non seulement, le **redressement du volume d'activité** de cet équipement, mais également, **son extension** avec la **création d'un atelier de découpe**.

Engagée en concertation avec les **services de l'État** et de la **Région**, cette opération nécessite l'obtention par le nouveau délégataire d'un **nouvel agrément sanitaire**, conditionné, notamment, par la **modernisation des installations**.

Dans cet objectif, un **plan de modernisation** a donc été initié, comprenant, notamment, l'acquisition d'un **arrache-cuir** et d'un **box d'assommage pour bovins et veaux**, du **matériel de stérilisation pour les couteaux et outils de découpe**, le **remplacement des évaporateurs des chambres froides** ainsi que l'**équipement de l'atelier de découpe**.

Cet investissement, dont le coût global est estimé à **395 000 € HT**, sera soutenu à hauteur de **80 %** par l'**État** et le **Conseil régional des Hauts-de-France**.

Le Pôle d'économie solidaire : un creuset d'emplois d'utilité collective

En 2024, le **Pôle d'économie solidaire** du CCAS a accueilli **42 salariés en CDDI** sur ses **trois chantiers d'insertion** intervenant sur la **rénovation de bâtiments publics**, l'**entretien des espaces ruraux**, du **pôle de maraîchage** et de la **ferme pédagogique**, ainsi que le « **Bien-être séniors** » et la **gestion du magasin « Au P'tit Bonheur »**, situé place Sarrail.

Le CCAS propose, également, des **ateliers d'insertion**, principalement destinés aux **personnes allocataires du RSA**. Des **activités d'utilité sociale diversifiées** y sont organisées, parmi lesquelles, sur le **site de la Bonne Source**, le **bricolage** avec le **recyclage de**

matériaux, la menuiserie, les arts déco, la généalogie et la sophrologie ; sur le site de la rue Charles de Gaulle, une épicerie solidaire et un vestiaire ; sur le site du Caillou, rue du 4 septembre, un espace de maraîchage de 8 100 m² ; ruelle Antony, une ferme pédagogique ; place Sarrail, le magasin « *Au P'tit Bonheur* ».

En 2024, ces ateliers ont mobilisé une centaine de personnes allocataires du RSA, effectuant de 3 à 9 heures d'activités bénévoles par semaine, pour un total de 23 882 heures d'activités.

En matière d'offre d'insertion sociale et professionnelle, le pôle d'économie solidaire d'Hirson demeure donc une référence au niveau départemental. Son expérience s'avère un atout pour la mise en œuvre annoncée de la réforme du RSA, prévoyant une obligation d'activité pour chaque bénéficiaire.

Cette année, tout en mobilisant les crédits du Fonds Social Européen, de l'État et du Département, cet engagement municipal sera donc maintenu.

2) TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comme toutes les collectivités, confrontée aux effets de la dérégulation climatique, la Ville d'Hirson s'est engagée en faveur de la transition écologique, dans l'objectif, non seulement, de préserver son patrimoine et ses ressources naturelles, mais également d'économiser et de diversifier les énergies.

A cette fin, la poursuite de la rénovation énergétique des bâtiments communaux et de l'éclairage public, la résorption des friches urbaines, la protection de la ressource en eau et une gestion raisonnée de la forêt communale demeurent donc des priorités municipales.

La rénovation énergétique des bâtiments communaux

Gestionnaire de 80 bâtiments municipaux, dont 31 couverts par le contrat d'exploitation des installations de chauffage signé avec la société « *Dalkia* », la Municipalité doit, autant sur les plans écologiques qu'économiques, assurer la rénovation énergétique de son patrimoine bâti.

D'année en année, les investissements réalisés ont déjà permis pour l'ensemble des bâtiments d'obtenir une nette diminution de leur consommation énergétique, passant ainsi de 1 232 MWh en 2019 à 858 en 2024 (- 30,35 %).

Les travaux d'isolation ou de rénovation thermique ont déjà concerné, notamment, la pose de nouvelles menuiseries extérieures sur le groupe scolaire Jean Zay, au Centre Social et d'Animation Culturelle, à la Médiathèque du Château, à la salle de la Tannerie et au Foyer-restaurant des personnes âgées. Des panneaux photovoltaïques ont été installés sur les toitures-terrasses rénovées du Foyer-restaurant, de la salle de la Tannerie et, en 2024, du cinéma « *Sonhir* ». L'école maternelle du Champ Roland a également bénéficié de la réfection de sa toiture terrasse, avec la pose d'une nouvelle toiture isolante.

Cette année, la **rénovation thermique de l'école maternelle des Promenades** sera engagée, avec la **réfection et l'isolation de la toiture**, le **changement des menuiseries extérieures**, la pose d'un **nouvel éclairage intérieur à leds** et de **robinets thermostatiques**. Estimé à **106 492 HT**, le coût de cette opération est pris en charge à hauteur de **80 % par l'État**, au titre de la **DETR** et du **Fonds vert**.

Par ailleurs, en 2026, le programme de **rénovation thermique de la salle de la Tannerie**, comprenant le **changement des menuiseries extérieures** et son **isolation par l'extérieur**, sera engagé, en y intégrant la possibilité de **végétaliser les façades**. Aujourd'hui estimé à **334 020 € HT**, ce programme est financé à hauteur de **50 % par l'État**, au titre de la **DETR**, et **20 % par le Département**, au titre de « *Aisne Partenariat Investissement* ».

La modernisation de l'éclairage public

Au 31 décembre 2024, le **réseau d'éclairage public de la Ville d'Hirson** compte **2 525 points lumineux**, dont **1 288 passés à leds**, soit **51 % du parc**.

D'année en année, le **programme de modernisation de l'éclairage public** permet de **diminuer les dépenses**, passées de **144 473 €** en 2019, à **141 766 €** en 2020, **133 669 €** en 2021, **108 915 €** en 2022 et **90 994 €** en 2023, soit une **baisse globale de 37 % en quatre années**.

Cette année, ce programme sera poursuivi, sur la base d'une enveloppe budgétaire de **100 220 € HT**, financée à hauteur de **50 % par l'État**, au titre de la **Dotations d'Équipement des Territoires Ruraux**. Il concernera la **rue aux Loups**, l'**avenue de Verdun**, la **rue de Lorraine**, la **rue Antoine Sue**, ainsi que les **places Mermoz** et de la **République**.

Forêt communale : des recettes investies pour assurer la régénération

Classé en zone « **Natura 2000** », avec ses **8 525 hectares**, le **massif forestier des Trois-Rivières**, composé des forêts de **Mondrepuis**, **Saint-Michel**, **Watigny** et **Hirson**, recouvre d'évidents enjeux **patrimoniaux, environnementaux, économiques et touristiques**.

Aujourd'hui, réalisés avec le concours de l'**ONF**, du **Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement (CPIE)** de l'**Aisne**, de la **SEProNaT** et du **Conservatoire des Espaces Naturels**, les différents **recensements des espèces animales** (colonies de chauves-souris hivernantes, pics mars et noirs ou, castors, papillons, rapaces...) assurent une **meilleure connaissance de la faune et de la flore** de ce massif forestier, et permettent donc, de **mieux le préserver**.

Occupant, quant à elle seule, une surface de **500,69 hectares**, la forêt communale d'Hirson bénéficie d'un **plan de gestion pluriannuel** mis en œuvre par l'**Office National des Forêts**. Partageant les mêmes objectifs que l'adhésion renouvelée de la Ville au **Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières (PEFC)**, ce **plan de gestion** garantit une **exploitation raisonnée et durable de la forêt**, conciliant la **valorisation économique du patrimoine forestier**, la **protection des espèces et des milieux** et la **recherche du bien-être des populations**.

En 2024, la Municipalité a consacré, en **dépenses de fonctionnement**, **41 090 €** pour l'**entretien de la forêt communale**, ainsi que, en **dépenses d'investissement**, **33 180 €** pour

la **régénération de parcelles**. En nette diminution, les recettes liées à la **vente de bois** se sont limitées à **84 943 €** pour les **coupes de bois** et à **2 799 €** pour les **menus produits forestiers**.

En 2025, la Municipalité poursuivra, néanmoins, son **programme d'entretien et de régénération de la forêt communale**, avec un **programme d'entretien de 70 000 €** fixé par l'**Office National des Forêts**.

La modernisation des réseaux d'eau potable

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la **délégation de service public de l'eau potable** est renouvelée pour une **durée de 15 ans** auprès de la **société « Véolia »**. Pour rappel, la **négociation du renouvellement** de cette DSP a permis, notamment, de garantir le **maintien du prix de l'eau** pour l'abonné. A Hirson, « **Véolia** » gère plus de **100 Km de réseau** et alimente **8 805 habitants** grâce à plusieurs ressources, dont deux sont situées sur la **commune d'Éparcy**, comprenant un **forage et la source de la Bachelote**, ainsi qu'un **forage situé à La Hérie**.

Afin de renforcer la **protection de la ressource**, la **sécurisation des installations de pompage**, de **stockage** et de **distribution**, « **Véolia** » s'est engagé à réaliser, sur la durée de ce contrat, **plusieurs investissements**, dont notamment, la mise en place d'un **traitement de filtration de l'eau**, la **réhabilitation du forage de la Hérie**, des **toitures et protections des sources de la Bachelote**, la **sécurisation des installations au titre du Plan Vigipirate**, la **sectorisation des compteurs** et l'**installation de 50 pré-localisateurs de fuites**.

En 2024, la **réhabilitation du forage de la Hérie** a été réalisée. Afin de sensibiliser ses clients aux **économies de la ressource en eau**, « **Véolia** » a organisé un **jeu concours** permettant de gagner **100 récupérateurs d'eau de pluie**.

Pour ce qui la concerne, la Ville a pris en charge le renouvellement de la **canalisation d'eau potable de l'avenue Mitterrand**, pour un coût de **181 579 € HT**.

En 2025, « **Véolia** » prendra en charge la **construction d'une station de traitement** sur la **station de pompage de La Hérie**. En cas de présence de matières en suspension, phénomène relativement rare, le filtre garantira une **eau de qualité irréprochable**.

Programmés à **partir de la mi-mars jusqu'en novembre**, ces travaux, dont le coût est estimé à **540 000 €**, assureront la **sécurisation totale de la distribution hirsonnaise**.

En 2025, pour ce qui la concerne, la Ville d'Hirson assurera le remplacement de la **canalisation de la rue de la Liberté**, entre le carrefour avec la rue de la République et la passerelle située sur le Gland, pour un coût global estimé à **114 095 € HT**.

Enfin, dans le cadre de la **mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage** confiée en 2024 à la **société ECAA**, la désignation d'un **bureau d'études** pour la réalisation du **Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE)** sera effectuée cette année. Pour rappel, rendu obligatoire par les réglementations européenne et française, à **l'horizon 2027-2029**, pour toutes les **collectivités gestionnaires de l'eau potable**, le PGSSE constitue une approche globale visant à **garantir en permanence la sécurité sanitaire de l'approvisionnement en eau** destinée à la consommation humaine, depuis la zone où l'eau est prélevée jusqu'au robinet.

3) TRAVAUX ET URBANISME

Porté par la **Municipalité**, d'année en année, le **programme « Hirson, ville nouvelle »** se poursuit. Après plusieurs années consacrées aux **acquisitions immobilières**, à la **réalisation des études d'aménagement** et à la **mobilisation des financements nécessaires**, cette année sera marquée, notamment, par le **démarrage des travaux liés à la requalification du centre-ville et à l'aménagement des berges de l'Oise**.

Outre cette opération d'envergure, le **programme des travaux de voirie**, par entreprise ou en régie, ainsi que la **sécurisation du barrage de Blangy** seront, également, engagés.

La résorption des friches urbaines et l'aménagement des berges de l'Oise

Depuis 2019, le **programme pluriannuel d'acquisition et de démolition d'immeubles insalubres** a pour objectif de **requalifier le centre-ville**, tout en privilégiant la **lutte contre les inondations** et la **valorisation des berges de l'Oise**.

Le **périmètre retenu** pour cette opération se situe entre la **rue Alexandre Dumas**, la **rue du 8 mai 1945** et la **rue Camille Desmoulins**.

Les **friches** feront place à de **nouveaux espaces naturels**, à des **sentés piétonnes et cyclistes**, à de **nouvelles places de stationnement** pour **faciliter l'accès aux commerces** et aux **services publics** du centre-ville.

Inscrite dans la **convention d'Opération de Revitalisation du Territoire** signée en 2024 avec l'**État**, dans le cadre du **programme « Petites Villes de Demain »**, cette opération est **soutenue par l'État**, au titre du **Fonds Vert** et du **Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois Thiérache**, ainsi que par la **Région des Hauts-de-France**, au titre du **programme de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs**.

La **première phase de l'opération** comprend des **acquisitions immobilières et des démolitions**, comprenant l'ex- **« Roi du Meuble »**, dont la Ville est devenue **officiellement propriétaire** le 26 janvier 2024 ; les **maisons situées du 10 au 16 rue Alexandre Dumas** ; le **garage situé rue Camille Desmoulins** ; la **maison située 9 rue du 8 mai 1945**. L'immeuble sis **14 rue Alexandre Dumas** sera également acquis auprès de l'Opal.

Après l'**enfouissement des réseaux** des rues du 8 mai 1945 et Camille Desmoulins, réalisé depuis l'automne 2024 par l'**USEDA**, la **démolition de l'ancien magasin « Le Roi du meuble »**, des **maisons de la rue du 8 mai 1945** et du **garage** situé rue Camille Desmoulins a débuté le 13 janvier 2025.

Le **plan de financement de cette première phase de travaux**, estimée à **919 998 € HT**, repose sur les subventions de l'**État**, au titre du **Fonds Vert**, à hauteur de **519 966 €**, et au titre du **Pacte SAT 2**, à hauteur de **205 825 €**, ainsi que la participation de la **Ville d'Hirson**, limitée à **194 207 €**.

Par ailleurs, l'**Entente Oise-Aisne** a débuté en **février 2025** une **étude de faisabilité pour réduire les risques d'inondation à Hirson**, en aval du **seuil Pasteur**. Cette étude est confiée au **Cabinet Hydratec**.

Travaux de voirie : le programme 2025

L'année 2024 a été marquée par la **lourde opération de requalification de l'avenue Mitterrand**. Outre la réfection du **réseau d'assainissement** assurée par la **Communauté de communes des Trois-Rivières**, la Ville d'Hirson a pris en charge le **renouvellement du réseau d'eau potable**, la **réfection de la voirie et des trottoirs**, l'aménagement de **places de stationnement drainantes**, l'ouverture d'une **bande cyclable à double sens**, la création d'un **giratoire devant la gare**, la **requalification des espaces verts** et la **plantation de nouveaux arbres** ainsi que l'installation d'une **double borne de recharge** pour véhicules électriques.

Cette opération, dont le coût global a atteint **1 066 377 € HT**, dont **182 215 € HT pour le réseau d'eau potable**, **229 220 € HT pour le réseau assainissement** et **655 577 € HT pour les travaux d'aménagement**, a bénéficié, pour ces derniers travaux, de **78,85 % de subventions** accordées par la **Région (50 %)** et le **Département (28,85 %)**.

Pour 2025, les **travaux de voirie** concerneront, **rue Charles De Gaulle**, la **reprise des trottoirs situés face aux commerces**, allant du « **Carrefour Contact** » jusqu'au magasin « **Coup de Griff'** » et de la **Banque Scalbert Dupont** jusqu'à « **L'étoile de Paris** ». Estimée à **53 463 € HT**, cette opération bénéficiera d'une **subvention du Département**, à hauteur de **9 940 €**, au titre de l'**APV**.

Dans la poursuite des travaux effectués par la **Communauté de communes des Trois-Rivières** pour le **renouvellement du réseau d'assainissement**, la **réfection de la chaussée de la rue de Saint-Michel**, sera effectuée sur **400 mètres linéaires**. Cette opération, dont le coût est estimé **89 325 € HT**, bénéficiera d'une **subvention du Département**, à hauteur de **23 500 €**, au titre d'**Aisne Partenariat Voirie (APV)**.

Enfin, après le **changement de la canalisation d'eau potable de la rue de la Liberté**, la **réfection de la voirie** sera réalisée, pour un coût estimé à **55 739 € HT**, avec une aide sollicitée auprès du **Département**, au titre de l'**APV**, estimée à **16 800 €**.

Étang de Blangy : la nécessaire sécurisation de la digue

Situé sur l'**Oise**, en amont de sa **confluence avec le Gland**, classé en **catégorie C**, le **barrage de Blangy**, dont la commune est propriétaire et gestionnaire, fait, **tous les cinq ans**, l'objet de **visites techniques approfondies (VTA)**, sous le contrôle des services de la **Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)**.

Menées par le **cabinet « ISL »**, la dernière visite conclut que **plusieurs mesures de confortement** doivent être engagées dans les meilleurs délais, afin d'assurer la **pérennité du barrage et la sûreté du dispositif lors des épisodes de crue**. **Deux arrêtés préfectoraux** en date du 2 novembre 2021 et du 21 décembre 2023 fixent les modalités d'exécution des **travaux à mettre en œuvre**.

La **première phase de travaux** consiste à **supprimer des arbres** situés en contrebas de la digue, à **remplacer les deux vannes** ainsi qu'à **reprofilier la crête du barrage**.

Cette opération, dont le coût global est estimé à **139 770 € HT**, est financée par l'État, à hauteur de **50 %**, au titre du **Fonds de soutien complémentaire pour la mise en œuvre du Pacte 2 pour la réussite de la Sambre Avesnois Thiérache**.

4) LOGEMENT

*En lien avec la **Communauté de communes des Trois-Rivières**, et en partenariat avec les **bailleurs sociaux**, la Municipalité agit, non seulement pour **favoriser l'accès à un logement décent**, notamment grâce au **permis de louer** mis en œuvre depuis le **1^{er} décembre 2023**, mais également pour **assurer la modernisation du parc de logements individuels ou collectifs existant et construire de nouveaux logements** répondant à l'évolution des besoins. De plus, dans le cadre du Pacte 3, la Municipalité postule à l'expérimentation de « **HLM horizontales et éclatées** » à partir de logements dégradés ou classés « **G** », réhabilités grâce à des subventions bonifiées.*

L'évolution du marché immobilier

Après une régression enregistrée en 2023, en 2024, la Ville d'Hirson a connu une **relance de son marché immobilier**. Pas moins de **193 déclarations d'intention d'aliéner** ont, en effet, été enregistrées en mairie, contre **179 en 2023**, soit une hausse de **7,82 %**. Néanmoins, les **droits de mutation** encaissés par la Ville sont passés de **131 588 €** en 2024 à **91 166 €**, soit une **diminution de recettes de 40 422 € (- 30,71 %)**, s'expliquant, a priori, par une moindre valeur des biens acquis.

En 2024, pour ce qui concerne la **construction et la réhabilitation de logements**, **12 permis de construire** ont été délivrés (comme en 2023) et **86 déclarations préalables de travaux** ont été traitées (contre 70 en 2023).

La mise en œuvre effective du permis de louer

L'année 2024 a vu la **montée en charge du permis de louer**, initié sur la Ville d'Hirson depuis le **1^{er} décembre 2023**.

263 demandes ont, en effet, été instruites. **223 permis ont été accordés**, dix ont été refusés, **vingt-quatre demandes ont été annulées** et six sont en cours de traitement.

Avec l'objectif de mettre les **locataires à l'abri des marchands de sommeil** et de développer une **offre locative de qualité**, le permis de louer contribue à **assainir le parc locatif**.

Approuvé par les **notaires et les agences immobilières**, depuis le 13 décembre 2024, il s'étend à deux autres communes du territoire des **Trois-Rivières** : **Ohis** et **Landouzy-la-Ville**.

La modernisation du parc de logements de l'OPAL

À Hirson, l'**Office Public de l'Habitat de l'Aisne** assure la gestion d'un **parc de 720 logements**, dont **614 appartements en collectif** et **106 logements individuels**.

Le Plan stratégique pluriannuel de l'Office comprend la **modernisation et la rénovation thermique des résidences**, la **démolition des plus anciens logements**, la **reconstruction de pavillons**, ainsi que la **création de logements adaptés aux personnes âgées ou handicapées**.

En 2024, sur la **ZAC Le Taillis**, l'OPAL a réalisé la **démolition des trois immeubles** (Mésange, Fauvette et Alouette), pour un coût total de **1 808 130 € TTC**, ainsi que des **travaux d'étanchéité** sur l'immeuble **Le Pinson** pour **70 614 € TTC**.

Sur le **quartier du Champ Roland**, l'OPAL a effectué la **démolition de 14 garages** et **l'aménagement paysager d'une micro-forêt**, pour un coût total de **104 900 € TTC**.

Pour 2025, l'OPAL prévoit la **modernisation du parc Brisset** pour **100 694 € TTC**, des **travaux d'étanchéité** sur l'immeuble de la **rue de Dinant**, pour **71 200 € TTC** ; sur la **ZAC Le Taillis**, des **travaux de couverture** pour les immeubles **Verdier, Rossignol et Troglodyte** pour **220 781 € TTC** et des **travaux d'étanchéité** sur les immeubles **Roitelet, Tourterelle et Bergeronnette** pour **317 466 € TTC**.

L'**externalisation des locaux poubelles** sera également effectuée sur les immeubles de la **rue Caprioli**, du **parc Brisset** et de la **ZAC Le Taillis**, pour un coût de **89 781 € TTC**.

La construction de nouveaux logements

Résidence du Val d'Oise : aménagement de six logements locatifs

Au sein de la **résidence du Val d'Oise**, la Ville d'Hirson a engagé l'aménagement de **six nouveaux logements** destinés à accueillir des **familles de gendarmes**.

Réalisé par entreprise, ce chantier a débuté en janvier 2025 pour une **durée de six mois**. Cette opération, dont le coût est estimé à **399 616 € HT**, est subventionnée par l'État, au titre de la **DETR**, à hauteur de **40 %**, et par la **Région Hauts-de-France**, à hauteur de **40 %**.

Rue Barbusse : construction de 10 logements locatifs

Après la **démolition des immeubles** réalisée en 2024, l'OPAL prévoit la construction de **10 logements locatifs** sur la **ZAC Le Taillis**, rue Henri Barbusse, pour un coût prévisionnel de **1 860 000 €**.

Quartier de la verrerie : construction de 10 logements inclusifs

Avenue de Verdun, sur un terrain de **4 000 m²** situé à proximité du **quartier de la Verrerie**, l'OPAL, en partenariat avec la **Fondation Savart**, a programmé la construction de **dix logements inclusifs et d'une salle commune**, pour un coût total estimé à **1 840 193 € HT**.

Ce projet a pour objectifs de proposer une réponse adaptée aux **besoins des personnes âgées et/ou en situation de handicap**, de consolider le **projet de vie des personnes** dans une **logique de parcours** coordonné, étayé autour du logement.

Pour la réalisation de cette opération, une **participation de la ville** sera sollicitée, à hauteur de **2,5 %**, soit **46 004 €**.

Lancement du programme « HLM horizontales et éclatées »

Afin de **poursuivre et amplifier la lutte contre l'habitat indigne et la réhabilitation de l'habitat privé dégradé sur l'ensemble du territoire**, le prochain **Pacte 3 pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache** prévoit de mobiliser le dispositif d'acquisition-amélioration mis en place par l'État pour traiter les logements privés dégradés.

Dans cet objectif, la Municipalité poursuit le projet de lancement d'un **programme innovant pour la création de logements « HLM horizontales et éclatées »**.

À partir du double constat, d'une part, que, dans les différents quartiers de la ville, de **nombreux logements privés**, souvent **dégradés et classés « G »**, s'avèrent **vacants et non louables**, et d'autre part, que les **demandeurs de logement** sollicitent, le plus souvent, un **logement de plain-pied**, disposant d'une cour ou d'un jardin, ce programme a pour objectif de **créer une nouvelle offre de logement en centre-ville**, s'appuyant sur la **réhabilitation du patrimoine bâti** et répondant donc à **l'évolution des besoins**.

Pour mener cette expérimentation, dans le cadre du **prochain Pacte SAT 3**, la Municipalité prévoit de mobiliser **l'Etablissement Public Foncier des Hauts-de-France** ainsi que des **sociétés immobilières**, chargées de **l'acquisition**, de la **réhabilitation** et de la **mise en location**.

Une **quarantaine de logements**, actuellement vacants et en vente, pourrait être concernée par ce programme.

5) SERVICES PUBLICS

*Engagé en janvier 2023, l'aménagement du **nouvel Hôtel de ville** dans les anciens locaux de la **résidence du Val d'Oise** constitue un chantier d'une ampleur exceptionnelle, dont l'achèvement est prévu à l'été 2025.*

*Symbolisant la **modernisation du service public municipal**, cette opération n'est cependant pas la seule à participer au **renouveau des services publics hironnais**.*

*Rue de Guise, la nouvelle **Unité Territoriale d'Action Sociale (UTAS) du Département**, rue aux Loups, les **nouveaux services d'accompagnement en milieu ouvert hironnais (SAMOH) de la Fondation Savart**, inaugurés le 11 décembre 2024, ou encore la modernisation annoncée du **Centre Hospitalier Brisset** et l'**extension du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP)** témoignent de cette **évolution positive**.*

*De même, place Décamp, l'**attractivité de l'Espace « France Services »** se confirme et démontre, tout autant le **bien-fondé de cette installation en centre-ville** que l'**utilité d'un service public de proximité**.*

*Enfin, l'**ouverture prochaine du tiers lieu numérique du quartier de la gare** renforce encore le **renouveau du service public hironnais**.*

L'installation des services municipaux dans le nouvel Hôtel de ville

Engagé en janvier 2023, l'aménagement du **nouvel Hôtel de ville** dans l'**ex-résidence du Val d'Oise** se poursuit, principalement dans le cadre des **travaux en régie** effectués par les **Services techniques municipaux**. Au terme de 28 mois de travaux, ce chantier sera achevé

d'ici la fin juin, avec une installation des Services municipaux prévue pour le 14 juillet 2025.

Ce nouvel Hôtel de Ville améliorera les conditions d'accueil du public et satisfera à l'obligation d'accessibilité de la mairie aux personnes à mobilité réduite.

Les trois premiers niveaux du bâtiment regrouperont l'ensemble des services municipaux actuellement installés dans la mairie et la mairie annexe de la rue Charles de Gaulle, ainsi qu'une salle de réception et des salles de réunion.

Au rez-de-chaussée, outre la salle de réception, seront installés les services les plus en contact avec le public : l'état civil ainsi que les services Enfance, Jeunesse et Sports. Le premier étage accueillera les services Culture, fêtes et cérémonies, Logement et Urbanisme ainsi que des salles de réunions et de visioconférence. Le troisième étage accueillera les services des Ressources Humaines, des Finances, de l'informatique, le Secrétariat Général et le Cabinet du Maire. Enfin, le dernier niveau sera réservé aux archives municipales, ainsi qu'aux locaux sociaux (espace repas, local syndical, Comité des Œuvres sociales).

Cette opération, dont le coût est estimé à 1 062 298 € HT, dont 400 000 € pour l'acquisition de l'immeuble auprès de « Clésence » et 662 298 € HT pour les travaux d'aménagement, bénéficie des subventions de l'État, à hauteur de 424 919 € (40 %), au titre du Pacte SAT, et du Département, à hauteur de 93 375 € (8,78 %), au titre du dispositif Aisne Partenariat Investissement.

Dans le prolongement de cette opération, l'aménagement des extérieurs de l'Hôtel de ville, donnant sur la rue Camille Desmoulins et la rue Racine passera par la création d'un espace public qualitatif, prenant en compte la désimperméabilisation des sols et des places de stationnement, la végétalisation du site et la mise en accessibilité PMR pour l'accès à l'entrée du futur Hôtel de Ville. Pour l'engagement de cette nouvelle opération, dont le coût global est estimé à 152 988 € HT, des subventions sont sollicitées, à hauteur de 55 %, auprès de l'État, au titre de la DETR ou de la DSIL, et de 25 % auprès de la Région Hauts-de-France, au titre du « Programme Centres-villes/Centre-bourgs ».

Espace France Services : toujours plus de services en centre-ville

Sur le plan national, le réseau « France Services » comptabilise aujourd'hui 2 840 espaces d'accueil sur l'ensemble du territoire et près de 7 000 conseillers à l'écoute des citoyens. Destinés à lutter contre la fracture numérique, les espaces « France Services » permettent aux usagers d'effectuer diverses démarches administratives au sein d'un même lieu.

A Hirson, ouvert depuis le 1^{er} septembre 2020, dans des locaux partagés avec l'antenne de la CPAM de l'Aisne et le Point d'Accès au Droit, l'Espace « France Services » continue d'attirer de nombreux usagers. En 2024, 4 496 personnes y ont été reçues par les deux conseillers mis à disposition par la Municipalité. Plus de 11 000 usagers ont été reçus dans les permanences assurées par les 23 organismes présents dans les locaux.

Véritable pépinière de services publics au cœur de la Ville d'Hirson, l'EFS regroupe ainsi les permanences des organismes en charge de la protection sociale (CPAM, mutuelles...), de la retraite (CARSAT, caisses de retraite complémentaires), ou encore de l'aide au logement (SOLHA, « Ma prime Rénov' » et « Ma prime Adapt' »). Le Point d'Accès au Droit accueille, notamment, les permanences de « France Victimes », de la Protection Judiciaire de la

Jeunesse, du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, du Service Judiciaire de Contrôle et d'Enquête, ainsi que les audiences délocalisées du Délégué du Procureur de la République.

En 2024, le montant des **dépenses de fonctionnement de l'EFS** s'est établi à **91 272 €** (dont **80 028 €** pour les frais de personnel et **11 244 €** pour les frais généraux). Les **recettes de fonctionnement** s'appuient sur une **subvention de l'État (40 000 €)**, les **loyers versés par la CPAM de l'Aisne (3 800 €)** et la **participation de la Ville**, à hauteur de **47 472 €**.

L'implantation d'un tiers-lieu numérique sur le quartier de la Gare

Cédée par la Ville à la **Communauté de communes des Trois-Rivières**, l'ancienne **bibliothèque de la gare** fait actuellement l'objet d'un **chantier de rénovation et d'isolation thermique**, afin d'y accueillir un **tiers-lieu numérique**.

Complémentaire des **ateliers numériques existants**, ce projet a pour objectif de **favoriser l'accès à des équipements plus modernes**, dont, notamment, une **imprimante 3D**, des **fraiseuses et brodeuses numériques**. Un **espace de coworking** et une **salle de conférence en amphithéâtre** compléteront ces équipements.

Portée par la **Communauté de communes**, cette opération, dont le coût global est estimé à **539 980 € HT** bénéficie d'un **financement de l'État**, à hauteur de **272 976 €**, et de la **Région**, à hauteur de **107 995 €**.

Nouveau service public du numérique, « Cré@lab3r » ouvrira ses portes au public à la rentrée de septembre.

6) ÉDUCATION, ENFANCE ET JEUNESSE

*Labellisée « **Ville amie des enfants** » depuis 2004, la Ville d'Hirson fait de l'éducation une priorité. Pas seulement **durant le temps scolaire**, mais également, **en tout temps et en tout lieu** se consacrant à la **prise en charge des enfants et des jeunes**.*

*De l'**entretien des locaux scolaires du premier degré** à l'**organisation de la restauration scolaire**, des **accueils périscolaires** aux **accueils de loisirs**, du **Service Public de la Petite Enfance** au **Projet éducatif de territoire**, l'**intérêt éducatif de l'enfant**, de l'**adolescent** et du **jeune adulte** demeure l'**enjeu prioritaire**.*

Travaux scolaires : le programme 2025

Outre les **multiples interventions** liées à la **maintenance des locaux et des équipements scolaires**, chaque année, la Municipalité engage un **programme d'investissement et de modernisation** bénéficiant aux **dix écoles maternelles et élémentaires**.

En 2024, des **travaux de rénovation énergétique** ont été engagés pour la **réfection et l'isolation de toitures** de l'école des **Promenades**. Cette année, cette opération se poursuivra par le **remplacement des menuiseries extérieures**.

Comme chaque année, pendant les **périodes de vacances scolaires**, en concertation avec les demandes de la communauté éducative, des **travaux de réfection de classes** et d'autres **locaux scolaires** seront également engagés, par les **Services techniques municipaux**, en régie.

Restauration scolaire : maintenir la qualité et l'accessibilité

En 2024, le **service de la restauration scolaire** a produit **99 894 repas (+ 3,91 %)**, dont **51 858 repas servis dans les 10 restaurants scolaires hirsonnais (+ 7,54 %)**, **37 742 repas portés dans 13 écoles de communes extérieures (- 0,13 %)**, et **8 938 pour les accueils de loisirs (- 11,71 %)**.

A cette activité s'ajoutent **52 256 petits-déjeuners** servis dans les **écoles maternelles** de la ville (+ 0,01 %) et, depuis la rentrée de septembre 2024, les **1 356 repas** et **1 206 goûters** servis auprès de la **Maison de la Petite enfance**.

Face à la **fragilisation du pouvoir d'achat des familles**, notamment en raison de la **forte augmentation des dépenses d'énergie** et des **prix de l'alimentation**, l'**accessibilité** et la **qualité de la restauration scolaire** demeurent une **priorité en termes d'action éducative**.

Depuis le 1^{er} novembre 2024, dans le cadre de la **stratégie nationale de lutte contre la pauvreté** mise en œuvre par l'État, la **tarification à un euro** bénéficie donc encore plus largement aux familles. Le **prix des repas** servis dans les **restaurants scolaires** de la Ville varie ainsi, **en fonction du quotient familial**, de **1,00 € à 2,80 €** pour les élèves des **écoles maternelles**, et de **1,00 € à 3,70 €** pour ceux des **écoles élémentaires**. L'État alloue à la commune une **aide financière de 3 euros** pour chaque repas servi au **tarif maximal d'un euro**.

Avec chaque jour plus de **690 repas produits**, conformément aux engagements pris dans le cadre de la **loi EGALIM**, le Restaurant municipal scolaire privilégie le **recours aux circuits courts, aux produits frais et aux producteurs locaux**.

Adaptation du Projet éducatif de territoire

Depuis 2013, dans le cadre du **Projet Éducatif de Territoire**, validé par les services de l'**Éducation nationale**, l'**organisation du temps scolaire** repose sur une **durée de quatre jours et demi de classe par semaine**, avec la possibilité, pour chaque élève de maternelle ou d'élémentaire, de participer à des **Temps d'activités péri-éducatifs (TAP)**, organisés de **15h à 16h30**, à raison de **deux fois par semaine** (lundi et jeudi ou mardi et vendredi).

Encadrés par **45 animateurs municipaux**, les TAP proposent, à **titre gratuit et non obligatoire**, des **activités d'éveil et de découverte diversifiées**, principalement axées autour des **arts plastiques**, du **dessin**, de la **musique**, du **jeu**, des **sciences** et des **pratiques sportives**.

En 2024, sur les **669 élèves inscrits** dans les écoles publiques maternelles et élémentaires de la ville, **411** ont bénéficié des TAP, soit un **taux moyen de participation de 61,43 %**.

Jusqu'en 2024, au titre du **Fonds de Soutien au Développement des Activités Périscolaires (FDSAP)**, l'État participe au **financement des TAP**, en allouant une somme

forfaitaire de **90 euros par élève inscrit** dans les écoles, soit **60 210 €** perçus en 2024. Il s'avère que, conformément à ce qu'avait prévu la **Loi de finances pour 2023**, ce fonds sera **supprimé** à compter de la **rentrée scolaire 2025**.

Dans ces conditions, en concertation avec l'Education nationale et les **Conseils d'école**, au vu d'un **bilan des TAP**, et dans l'objectif de **maintenir la priorité accordée à l'intérêt éducatif de l'enfant**, la Municipalité organisera, au cours du **dernier trimestre** de l'année scolaire en cours, un **nouveau Projet Educatif de Territoire** applicable dès la prochaine rentrée scolaire.

Par ailleurs, chaque école dispose d'un **accueil municipal périscolaire**, ouvert de 7h30 à 8h30, de 11h30 à 13h30 et de 16h30 à 19h. En 2024, **157 enfants** en ont bénéficié avec **21 687 heures d'accueil réalisées**.

Maison de la Petite Enfance : l'extension des services et de la capacité d'accueil

Gérée par le **Centre Social et d'Animation Culturelle**, la **Maison de la Petite Enfance « Le Petit Prince »** est dotée d'un **service multi-accueil de 25 places**, d'un **Relais de la Petite Enfance**, chargé d'animer un **réseau de 113 assistantes maternelles** (dont 33 résidant à Hirson) offrant **422 places agréées**, ainsi que d'un **Lieu d'Accueil Enfants/Parents**.

Le **service multi-accueil** prend en charge les **enfants de moins de six ans, du lundi au vendredi**, de 7h30 à 18h30, sans interruption, soit une amplitude de **11 heures par jour** pour un total de **55 heures hebdomadaires**. Labellisé « **Crèche à Vocation d'Insertion Professionnelle** » (AVIP), le service réserve des places aux enfants dont les parents sont engagés dans une **démarche d'insertion professionnelle** et ayant besoin d'un mode de garde. Par ailleurs, l'accueil d'**enfants en situation de handicap** est également assuré, en relation avec le **Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP)**.

En 2024, **86 enfants y ont été accueillis**, dont **50 résidant hors d'Hirson (58 %)**, soit un **taux d'occupation de 83,27 %**, en progression depuis la rentrée de septembre.

Depuis le 2 septembre 2024, à l'initiative de la Municipalité, un **service de restauration** a, en effet, été instauré avec le concours du **Pôle de restauration municipal**. Les familles bénéficient de ce nouveau service à **titre gratuit, sans aucune augmentation des tarifs d'accès à la Maison de la Petite Enfance**.

Ce **nouveau service** a nécessité sur place la **création d'une cuisine satellite**, moyennant un **investissement total de 38 216 €**, subventionné à **80 % par l'État et par la CAF de l'Aisne**, au titre du **Fonds d'Innovation pour la Petite Enfance**.

Pendant trois années, l'**État** et la **CAF** soutiennent, également à hauteur de **80 %**, la **fourniture gratuite aux familles des repas, des couches et des divers produits d'hygiène**, correspondant à une **charge de fonctionnement** estimée à **59 330 € par an**.

Sur le plan budgétaire, pour la gestion de la Maison de la Petite Enfance, outre les financements accordés par la **CAF de l'Aisne**, au titre de la **prestation de service « Accueil du jeune enfant »** et de la **Convention Territoriale Globale**, le Centre Social et d'Animation Culturelle perçoit une **subvention de la Ville** dont le montant annuel est fixé à **107 740 €**.

Pour 2025, afin de répondre à l'évolution des besoins des familles, l'extension de la capacité du service multi-accueil, de 25 à 29 places, sera sollicitée auprès de la CAF de l'Aisne.

La réussite du Campus connecté

Ouvert depuis septembre 2021, dans le cadre d'un **appel à projets national** diffusé par le **Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche** et la **Banque des Territoires**, le **Campus universitaire connecté d'Hirson** accueille des étudiants se trouvant dans l'impossibilité de poursuivre leurs **études en présentiel** dans les universités ou autres établissements d'enseignement supérieur.

De **11 en 2021**, l'effectif des étudiants accueillis est passé à **17 en 2022**, **19 en 2023** et **27 en 2024**. Pour la **seconde promotion (2022-2023)**, **86,6 % des étudiants** qui se sont présentés aux examens ont validé leur année de formation.

Cet **excellent taux de réussite** est lié à l'efficacité de l'**accompagnement éducatif** proposé à titre individuel et collectif, à l'attention portée à la **vie du collectif** et à la **qualité des conditions d'accueil et de prise en charge** de chaque étudiant.

Audité le 29 janvier 2025 par les représentants du Ministère et de la Banque des Territoires, pour la présentation de son **bilan intermédiaire établi pour la période du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2024**, le Campus connecté s'avère l'un des plus **performant des 89 campus connectés ouverts en France**.

Son succès repose, également, sur la qualité des partenariats établis, par convention, entre la **Ville d'Hirson**, le **Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche**, la **Banque des Territoires**, le **Centre d'Information et d'Orientation de Laon-Hirson**, la **Communauté de communes des Trois-Rivières** (pour la mise à disposition des locaux), l'**Université Technologique de Compiègne**, en tant qu'université partenaire, et des **partenaires locaux associés** comme la **Mission Locale pour l'Emploi**, la **Maison des Entreprises de Thiérache et de la Serre (METS)** et la **Maison de l'Europe de la Grande Thiérache**.

Sur le plan financier, pour la période **du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2024**, les **dépenses d'équipement et de fonctionnement** du Campus connecté se montent à **262 782 €**, dont **37 072 €** à la charge de la **Communauté de communes des Trois-Rivières**, pour la mise à disposition des locaux, **220 590 €** à la charge de la **Ville d'Hirson**, pour les frais d'encadrement et de fonctionnement, et **5 120 €** à la charge de l'**Université Technologique de Compiègne**, pour les frais d'accompagnement pédagogique.

En contrepartie, la **Banque des Territoires** accorde à la Ville, pour une **durée de cinq ans**, un **financement prévisionnel de 300 000 €**. A la signature de la convention, en 2021, une **avance de 40 %**, soit **120 000 €**, a été versée. En 2025, un **nouvel acompte de 30 %**, soit **90 000 €**, sera versé et le solde de la subvention sera perçu en 2026.

7) ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET VIE SPORTIVE

*Après une **année « olympique » en 2024**, avec une **ville labellisée « Terre de jeux »** et l'organisation renouvelée de **nombreuses manifestations et compétitions sportives**, la **Municipalité poursuit son engagement en faveur du sport**, par la **modernisation de ses***

équipements et par le soutien accordé aux 21 clubs sportifs de l'Office municipal des Sports.

*Prochainement, les investissements porteront, notamment, sur la **salle de la Tannerie** et le **gymnase Dropsy**.*

Salle de la Tannerie : une dernière phase de modernisation

Dojo, salle de boxe et de danse, la salle de la Tannerie bénéficie d'un programme pluriannuel de rénovation. En 2022, en concertation avec les utilisateurs, un **réaménagement des espaces** a été réalisé avec, à la clé, **l'installation du dojo au rez-de-chaussée**.

En outre, un **programme de rénovation énergétique** a été engagé. En **première phase**, il s'est traduit, en 2023, par le **changement d'une partie des menuiseries extérieures, la réfection de la toiture terrasse et la pose de panneaux photovoltaïques**, pour un montant de **78 611 € HT**, financé par **l'État**, à hauteur de **60 %**.

Programmée en 2026, une **seconde phase** prévoit le **changement des dernières menuiseries, l'isolation extérieure du bâtiment et la réalisation d'une fresque sur le pignon du bâtiment**, pour un **coût prévisionnel global de 334 020 € HT**, financé à hauteur de **50 %** par **l'État**, au titre de la **DETR**, et **20 %** par le **Département** au titre du dispositif **Aisne Partenariat Investissement**.

Gymnase Dropsy : la rénovation du terrain multisports

Utilisé par les **clubs sportifs de la ville**, au premier rang desquels le **futsal, le badminton et l'athlétisme**, tant pour les **entraînements** que pour les **tournois et compétitions**, et par les **888 lycéens de la cité scolaire Joliot-Curie**, dans le cadre des **cours de sports** et de **l'UNSS**, le **gymnase Dropsy** offre un **terrain multisports** accueillant la **pratique de multiples disciplines** telles que le **handball, le basket, le volley, le hockey, le tennis et le tennis de table**.

Dégradé et devenu **difficilement praticable**, la rénovation du **revêtement de sol** et du **marquage des terrains** du gymnase s'avère nécessaire.

Programmée en **2026**, cette opération, dont le coût prévisionnel est estimé à **107 746 € HT**, bénéficie du soutien de **l'État**, à hauteur de **55 %**, au titre de la **DETR**. Une subvention complémentaire, à hauteur de **25 %**, est sollicitée auprès de la **Région**.

Office Municipal des Sports : un soutien réaffirmé aux clubs

Avec **21 associations** adhérentes, dont le **Tennis club Buire-Hirson** et le **club de danse « Vital 2000 »**, l'**Office Municipal des Sports** compte aujourd'hui **1 917 licenciés**.

Afin de **faciliter la pratique sportive**, la Municipalité accorde aux clubs, non seulement un **soutien financier**, par le biais d'une **subvention annuelle** allouée à l'**Office Municipal des Sports**, mais également le **soutien logistique des Services techniques et du Service des Sports**, tant pour **l'organisation des manifestations** que pour **l'entretien permanent des stades, gymnases, salles et divers équipements**.

Organisée le 29 novembre 2024 par la **Ville** et l'**Office Municipal des Sports**, la **remise des Trophées du sport** a encore permis de **valoriser la pratique du sport** et de mettre à l'honneur **43 sportifs ou bénévoles** participant à la **réussite de leur club**, par leurs **performances** ou leur **engagement bénévole**.

8) ÉQUIPEMENTS CULTURELS, VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE

L'accès à la culture, au spectacle vivant, la découverte du patrimoine, l'éducation artistique constituent autant de remparts face au repli sur soi, au sentiment d'abandon, ou pire, au rejet de l'autre.

Sans succomber à la tentation de réduire la culture à une variable d'ajustement budgétaire, mais en prenant en compte les contraintes financières actuelles, liées au désengagement d'autres financeurs, la Municipalité poursuit son engagement culturel reconnu, par le soutien aux équipements, par l'organisation d'une saison culturelle renouvelée, et même, cette année, avec le projet « T.A.R.MAC. », par une coopération transfrontalière innovante.

Conservatoire municipal de musique : une attractivité confirmée

Avec, à la rentrée 2024, **140 élèves inscrits** et **12 professeurs**, l'attractivité du **Conservatoire municipal de musique** dépasse largement le cadre de la Ville d'Hirson, puisque **58 élèves sur 140**, (soit **41,42 %**) résident dans des communes extérieures.

Douze disciplines instrumentales y sont enseignées, ainsi que des **cours d'expression vocale** et de **formation musicale**. Des **ateliers collectifs** sont également organisés dans le cadre de **l'éveil musical** (pour les enfants âgés de 4 à 6 ans), de **l'orchestre junior**, de **l'atelier jazz** et de **l'atelier « Clarisax »**. Le Conservatoire dispose, également, d'une **chorale**, **classe de chant** ouverte aux enfants et aux adultes.

Travaillant en partenariat avec **l'Harmonie municipale**, la **Batterie-fanfare** et les **Caves à musique**, le **Conservatoire municipal de musique** a organisé, en mai 2024, son **premier Festival de la Voix**, parrainé par **Kit Armstrong**. Compte tenu du succès rencontré par les différents rendez-vous musicaux proposés dans ce cadre, une **nouvelle édition de ce festival** sera programmée en mai 2025.

Sur le plan budgétaire, en 2024, la Municipalité a consacré au Conservatoire de musique un **budget de fonctionnement de 392 811 €**, auquel s'ajoutent, **en investissement, 9 014 €** pour l'acquisition d'instruments et d'équipements. Sur le plan des recettes, les cotisations des élèves se sont élevées à **26 260 €** et le **Département de l'Aisne** a alloué une **subvention de fonctionnement de 19 250 €**.

En 2025, le Département a, cependant, annoncé une **diminution de 40 % des subventions** accordées aux écoles de musique municipales. Soit, pour Hirson, une moindre recette de **7 700 €**.

Médiathèque : un nouveau plan municipal en faveur de la lecture

Avec **772 lecteurs inscrits** (contre 745 en 2023), dont **153 nouvelles inscriptions** (contre 135 en 2023), et **7 811 prêts de livres** (contre 6 537 en 2023), le **dynamisme de la Médiathèque municipale** s'est encore confirmé en 2024.

Constatée depuis plusieurs années, cette **croissance de l'activité** repose sur l'organisation de **multiples rendez-vous** visant des **publics variés**. En 2024, **5 cafés littéraires**, **10 séances de « L'Heure du conte »**, **4 rencontres intergénérationnelles**, les **accueils hebdomadaires des élèves des écoles maternelles et élémentaires**, des **enfants fréquentant les TAP** et les **accueils de loisirs**, les actions organisées avec le **collège Cobast** et le **lycée Joliot Curie**, le **portage mensuel de livres à domicile**, ont permis de toucher pas moins de **3 214 personnes**.

Afin de **poursuivre cette dynamique**, cette année, un nouveau **Plan municipal de développement de la lecture publique** sera engagé, en renouvelant et diversifiant les engagements pris lors du premier plan adopté en 2017.

D'ores et déjà, depuis le 1^{er} février 2025, la **gratuité de l'adhésion** à la Médiathèque municipale, jusqu'alors réservée aux **jeunes âgés de moins de 25 ans**, est **généralisée à l'ensemble des publics**.

Micro-folie : l'aménagement d'un espace de convivialité

Ouverte en 2019, dans le cadre du développement du **réseau international** créé et animé par l'**établissement public culturel de La Villette**, la **Micro-Folie d'Hirson** continue d'élargir ses publics en s'intégrant de plus en plus à la vie culturelle locale.

Participant à l'**éducation artistique** et à la **découverte du patrimoine**, en proposant, non seulement, un **musée numérique**, principalement axé sur la découverte des collections des **musées nationaux et internationaux**, mais également, un **espace de réalité virtuelle**, la Micro-Folie a comptabilisé **3 188 visiteurs en 2024**, contre **2 137 en 2023**, soit une fréquentation en hausse de **49,18 %**. Parmi ceux-ci, **2 524 visiteurs** (principalement des scolaires) y sont venus **sur réservations** et **664 en visites libres**.

Cette **forte progression** est liée, notamment, au succès du **projet transfrontalier de délocalisation du musée numérique**, initié du 22 au 26 novembre 2024, avec les **trois centres culturels** de la **Botte du Hainaut** : **Chimay**, **Momignies** et **Sivry-Rance**.

Aujourd'hui, parmi les **perspectives de développement**, l'aménagement d'un **espace de convivialité** est prévu dans l'aile non utilisée du **musée Alfred Desmasures**. Disposant d'un **espace d'accueil**, d'un **lieu de stockage** et de **sanitaires**, ce nouveau lieu offrira également une **terrasse aménagée dans une cour arborée**, en capacité d'installer tables, chaises, un **belvédère**, donnant sur le cours de l'Oise, et un **espace scénique**.

Réalisée en régie, cette opération comprend la **libération des espaces du rez-de-chaussée**, des **travaux de mise en sécurité des locaux**, l'aménagement de la **cour et du jardin extérieurs** et la **création du belvédère**, ainsi que l'**installation d'équipements mobiliers et scéniques**.

Sur le plan financier, ce projet de **création d'un lieu de convivialité**, dont le coût est évalué à **50 000 € HT**, bénéficie d'une aide de l'État de **15 000 € (30 %)**, au titre du **Fonds national d'Aménagement et de développement du territoire (FNADT)**.

Cinéma : s'adapter à l'évolution de la demande

Après les **fortes difficultés** rencontrées lors de la **crise sanitaire des années 2020 et 2021**, faisant passer la fréquentation des salles obscures de **201 millions d'entrées en 2018 à 152 millions en 2022**, depuis 2023, la **tendance nationale s'inverse** : **180 millions d'entrées** ont été comptabilisées en 2023 et **181 millions en 2024**.

A Hirson, le « **Sonhir** » a été impacté, non seulement par cette **crise nationale**, mais également, depuis le 1^{er} juin 2022, par la **réouverture du cinéma de la ville voisine de Fourmies**. De **76 002 entrées** enregistrées en 2018, le cinéma hironnais est ainsi passé à **47 603 entrées en 2022 (-37,36 %)**, **59 870 en 2023** et **54 403 en 2024 (-9,13 %)**.

Dans ce contexte difficile, la Municipalité a dû adapter le **montant de l'aide accordée** à l'association du « **Sonhir** », délégataire de service public. De **60 000 € en 2018**, cette subvention est passée à **110 000 € en 2022** et **120 000 € en 2024**.

Pour 2025, le **soutien financier** de la Ville d'Hirson sera conditionné à la **mise en œuvre d'un plan d'économies de fonctionnement**.

« T.A.R./MAC. » : un nouveau programme transfrontalier

Le projet « **T.A.R./MAC** » (acronyme signifiant « **Thiérache Aller-Retour MACquenoise** ») fait partie des **26 micro-projets retenus et donc financés à 100 %** par le **programme européen Interreg VI**. Il mobilise une **enveloppe budgétaire de 50 000 €**.

« **T.A.R./MAC** » propose, dans une **dimension transfrontalière**, un **lien innovant entre développement culturel, touristique et gastronomique**. Il s'agit de **favoriser les échanges culturels**, de **dynamiser le tourisme local** et de **valoriser le patrimoine culturel et gastronomique de la région**.

Le projet est porté par **huit acteurs partenaires**, dont, du côté belge, le **Centre culturel de Momignies**, et du côté français, les **communes d'Anor, Trélon, Any-Martin-Rieux, Sains-Richaumont**, la **Communauté de communes Ardennes-Thiérache**, l'**Office de tourisme du Pays de Thiérache** et la **ville d'Hirson**.

Sur une **durée de 18 mois, de janvier 2025 à juillet 2026**, **18 manifestations culturelles** réunissant des **publics transfrontaliers** seront programmées. Sont ainsi prévus **six spectacles, accompagnés d'un rendez-vous gastronomique**, mettant en valeur les **produits locaux** ; **six circuits-découverte transfrontaliers d'une journée**, permettant aux participants d'explorer les richesses naturelles et patrimoniales de la **Thiérache, de l'Avesnois et de la Botte du Hainaut** ; **six événements culturels organisés dans des lieux inattendus**, afin de surprendre et d'attirer un public large et diversifié.

Enfin, le projet comprend la création d'un **outil de promotion du territoire transfrontalier** : une « **valise transfrontalière** » avec un **design adapté**. Elle comprendra des **kits de communication touristique et culturelle** et sera mise à la disposition des **acteurs culturels et touristiques du territoire**.

Engagés dans ce projet, les **huit acteurs locaux** confirment leur **volonté de renforcer l'attractivité du territoire**, en créant de nouvelles occasions de rencontres et de partage entre **habitants de la Thiérache et du Hainaut**.

Vie associative : le soutien de la Municipalité

La Ville d'Hirson bénéficie d'un **riche tissu associatif** dont le dynamisme concourt, non seulement aux **politiques éducative, sportive, culturelle et sociale** portées par la Municipalité, mais également, plus largement, à **l'attractivité de la cité**.

En 2024, pour soutenir et accompagner les **nombreux bénévoles** engagés dans cette vie associative, au-delà de son **soutien administratif et technique**, et le cas échéant, de la **mise à disposition de locaux et d'équipements**, la Municipalité a accordé **605 951 € de subventions** auprès de **63 associations**. S'y ajoutent les **divers financements** obtenus grâce au **Contrat de ville**.

9) PRÉVENTION ET SÉCURITÉ

*Depuis 26 années, le **Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) de Buire, Saint-Michel et Hirson** multiplie les actions de lutte contre la délinquance. Indispensable complément des **politiques de sécurité publique** menées par les **forces de gendarmerie**, l'efficacité de l'action du CISPD demeure **reconnue au niveau départemental**.*

*Cette année, le renfort attendu des **forces de gendarmerie**, par l'arrivée de la **Brigade motorisée (BMO)**, contribuera à renforcer l'efficacité des forces de sécurité, tout comme d'ailleurs, l'**adaptation du dispositif de vidéoprotection**.*

Prévention de la délinquance : le programme d'actions du CISPD

Reposant sur **l'implication de nombreux acteurs**, parmi lesquels **les élus** des trois communes concernées, les **représentants des services publics de l'État** et ceux des **associations**, le **Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance** des communes de **Buire, Hirson et Saint-Michel** conduit une **politique volontaire de prévention, d'aide aux victimes et de lutte contre la délinquance**.

Comme c'est le cas chaque année, depuis 1998, réunie le 26 septembre 2024, **l'Assemblée plénière du (CISPD)** a adopté son **programme de prévention**, comportant **35 actions** articulées autour de **six axes d'intervention**.

1^{er} axe : La prévention de la délinquance des jeunes et l'accompagnement des familles

Cet axe mobilise principalement la **Maison de la prévention et de la protection des familles de l'Aisne**, la **Gendarmerie**, le **Centre Social et d'Animation Culturelle (CSAC)** par l'**accompagnement d'un public primo-arrivant**, les **Francas avec le dispositif « Nos quartiers d'été »**, et les **animateurs de quartiers** de la Ville. A ce titre, sont, notamment, organisés : **des activités d'été**, de découverte des **institutions judiciaires**, des **séances d'éducation à la loi et à la citoyenneté auprès des scolaires**, du **théâtre Forum sur l'estime de soi** auprès des collégiens, ainsi que des **séjours ados avec les Francas**.

2^{ème} axe : La prévention de la récidive

Elle implique, notamment, les services de la Justice, avec la poursuite des **audiences délocalisées** à Hirson du **Délégué du Procureur de la République**, le développement des **mesures alternatives aux poursuites pénales** mises en œuvre par la **Protection Judiciaire de la Jeunesse**, les **mesures de suivi** prises en charge par le **Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation**, ainsi que le **Rappel à l'Ordre** prononcé par le Maire.

3^{ème} axe : La prévention des violences faites aux femmes, et plus globalement, intra-familiales, et l'aide aux victimes

Cet axe s'organise autour des **permanences de la Juriste de « France Victimes 02 »**, tenues à l'**Espace « France Services »** et à la **Mairie de Saint-Michel**, ainsi que par les **actions de sensibilisation** menées par le **réseau local de lutte contre les violences conjugales**, comprenant le **renforcement des actions de communication**, des **séances d'informations auprès des scolaires et partenaires** par les **gendarmes de la Maison de la prévention et de la protection des familles de l'Aisne**.

4^{ème} axe : La tranquillité publique

Au-delà des forces de Gendarmerie, sont également mobilisées les interventions d'une **brigade de surveillance équestre**, déployée en juillet et août, et celles de l'**agent de médiation sociale**, appuyé par la **médiatrice « santé »**. Animée par le CISPD, la **« cellule de veille sécurité »** permet, entre autres, de **coordonner l'ensemble des intervenants**.

Chaque année, un **arrêté municipal** interdit la **consommation d'alcool sur la voie publique** au cours de la période estivale.

5^{ème} axe : La lutte contre les addictions et la sécurité routière

Elles reposent, quant à elles, sur de nombreuses actions : les interventions, notamment dans les établissements scolaires, de la **Maison de prévention et de protection des familles de l'Aisne** et du **Formateur Relais Anti-Drogue (FRAD)** ; l'**animation d'un groupe de travail sur les addictions et les comportements à risques** ; l'**organisation d'une journée d'action sécurité routière** auprès des lycéens ; les interventions du **Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie 02 (CSAPA)** dans la **réduction de la consommation et des prises de risques** liées aux addictions ; les **permanences** du **Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues (CAARUD)** ; l'**organisation de séances de théâtre interactives** sur l'**utilisation abusive des écrans** ; les **échanges d'informations sur les addictions aux collèges** avec le **Centre Social et d'Animation Culturelle (CSAC)** ; le **théâtre forum « Ban Tes Cabales »** avec l'**Association du Pays de Thiérache et d'Aubenton Hirson Rural (APTAHR)** et la **poursuite du projet santé pour tous** au lycée Joliot Curie.

6^{ème} axe : La prévention des discriminations et de la radicalisation

Elle est organisée avec une **sensibilisation des scolaires du second degré et des familles**, par le biais de **deux journées de théâtre interactif sur les dérives sectaires** et l'organisation de **temps d'échanges**, en lien avec le CSAC.

À titre indicatif, le **plan de financement de ce programme 2024**, dont le coût global s'est élevé à **269 434 €**, a mobilisé des **subventions de l'État et de la Région** à hauteur de **83 300 €** ; auprès d'**autres financeurs** (CAF, participations des usagers...) pour **40 774 €**, ainsi que les **participations des communes** à hauteur de **145 360 €**.

Indispensable au **maintien des liens sociaux**, à l'éducation et à la prévention, ainsi qu'à la **coordination des actions**, le CISPd demeure donc, **pour l'ensemble des habitants**, un **élément fondamental** de la **politique de sécurité publique engagée**.

L'adaptation du dispositif de vidéoprotection

Avec l'installation de **5 nouvelles caméras en 2024**, le **dispositif de vidéoprotection** de la Ville d'Hirson totalise aujourd'hui **27 caméras actives**, dont **17 caméras dômes à 360°**, **4 caméras fixes** et **6 caméras de lecture automatique de plaques (LAPI)**.

En 2024, le **Centre de Supervision Urbaine (CSU)** a reçu **107 réquisitions judiciaires**, contre **112** l'année précédente.

L'ensemble du dispositif a pour objectif, notamment, de **sécuriser les principales voies de circulation** et les **entrées et sorties de ville**, afin de **faciliter les enquêtes de gendarmerie**. En **2025**, de **nouveaux investissements** seront réalisés afin de remplacer progressivement les **premières caméras dômes**, montées en 2017, par de **nouvelles caméras fixes**, dont l'exploitation s'avère plus aujourd'hui plus efficiente.

L'arrivée de la BMO et le renforcement de la gendarmerie

Officialisée le 15 décembre 2023, l'arrivée de la **Brigade motorisée (BMO)**, ainsi que la création attendue d'une **unité spécialisée sur les violences intrafamiliales** constituent les **principaux enjeux** de l'évolution en cours des forces de sécurité.

Afin que la **BMO** puisse s'installer dans les locaux de la **Brigade de gendarmerie**, rue Camille Desmoulins, de **nouveaux locaux** ont été aménagés au rez-de-jardin du **Centre des Finances Publiques d'Hirson**, 2, rue Salvador Allende, pour y installer le **Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (PSIG)**.

Afin de faciliter cette implantation, dans le cadre d'une **convention de partenariat** signée en 2022 avec le **Groupement de Gendarmerie Départementale de l'Aisne** et la **Direction départementale des Finances Publiques**, la **Ville d'Hirson** assurera, cette année, sur ce site, la **construction de trois garages** destinés aux véhicules du **PSIG**.

Cette opération, dont le coût est estimé à **69 673 € HT**, est **financée par l'État**, à hauteur de **80 %**, au titre de la **DETR**.

Par ailleurs, la Ville d'Hirson aménage **six logements locatifs** destinés aux familles de gendarmes, dans les **locaux de l'ex-résidence du Val d'Oise**.

10) POLITIQUES CONTRACTUELLES

Au-delà des **subventions mobilisées sur les crédits de droit commun de l'État** (DETR, DSIL, FNADT...), de la **Région** et du **Département**, la **Municipalité inscrit son action dans l'ensemble des politiques contractuelles** proposées, soit par l'**Europe** (programmes Leader, Interreg VI), soit par l'**État, la Région et le Département**.

2024 a notamment permis d'obtenir le **renouvellement du Contrat de ville, « Engagement Quartiers 2030 »**, pour les quartiers **« Champ-Roland et bords de l'Oise »** et **« Gare et Verrerie »** dont les **périmètres ont été élargis**.

Adossée au **programme « Petites Villes de Demain »**, depuis 2023, l'**Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)** se poursuit et permet de **mobiliser des financements spécifiques**, notamment auprès de la **Banque des Territoires**.

Renouvelé avec la **Région des Hauts-de-France**, le **programme régional de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs** soutient la **requalification du centre-ville**.

Enfin, la **prochaine signature du Pacte 3 pour la réussite de la Sambre Avesnois Thiérache** permettra à la **Ville d'Hirson d'initier de nouveaux projets innovants**, notamment en matière de **logement et de résorption des friches**.

Le nouveau contrat de ville « Engagement Quartiers 2030 »

Signé le 19 mars 2024 et prévu pour la **période 2024-2030**, le nouveau **Contrat de ville d'Hirson, « Engagement Quartiers 2030 »**, a pour objectif d'**améliorer les conditions de vie des habitants des deux quartiers « Champ Roland et bords de l'Oise »** et **« Gare et verrerie »**, dits **quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)**.

L'**emploi et le développement de l'activité économique**, le **cadre de vie et le renouvellement urbain** et la **cohésion sociale** constituent les **trois piliers d'action** du Contrat de ville, prenant en compte, également, des **axes transversaux** concernant la **lutte contre les discriminations**, les **actions envers les jeunes** et l'**égalité Femme et Homme**.

En 2024, le **Contrat de ville** a permis de financer **15 actions** portées par **13 associations**, concernant la **cohésion sociale et le vivre ensemble** ainsi que l'**emploi et la formation**.

Au-delà de ces **financements accordés chaque année par l'État et la Région**, le Contrat de ville mobilise les **aides des bailleurs sociaux**, dans le cadre des conventions d'utilisation de l'**abattement de 30 % de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties** pour leurs **logements situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville**.

A titre indicatif, cet abattement représente, au titre de l'**année 2024**, une **économie prévisionnelle de 113 219 €**, pour l'**Office Public d'Habitat de l'Aisne**, pour **437 logements concernés**, et de **38 697 €** pour **« Clésence »**, pour **105 logements concernés**. Les **bailleurs sociaux** sont tenus d'utiliser les **fonds ainsi économisés** conformément à des **objectifs**

définis dans un cadre national, afin de contribuer à améliorer la qualité du cadre de vie, renforcer la cohésion sociale et favoriser le développement social des quartiers.

Le **Contrat de ville** permet, également, de bénéficier des subventions liées aux programmes « **Quartiers d'été** » de l'État (32 600 € en 2024) et « **Nos Quartiers d'été** » de la Région (9 500 € en 2024), ainsi que du dispositif d'emploi des « **adultes relais** ».

« Petites Villes de Demain » : poursuite de l'Opération de Revitalisation du Territoire

Créée par l'article 157 de la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite « **loi ELAN** », et programmée suite à la signature, le 26 avril 2021, de la convention d'adhésion au programme « **Petites Villes de Demain** », l'**Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)** a été signée le 6 juillet 2023 entre l'État, la Communauté de Communes des Trois-Rivières, le Conseil Départemental de l'Aisne et la ville d'Hirson.

Destinée prioritairement à **lutter contre la dévitalisation du centre-ville**, l'ORT s'appuie sur **deux principes** : **développer une approche intercommunale**, notamment pour éviter des contradictions dans les **stratégies urbaines, commerciales** et de **développement de l'habitat** et **disposer d'un projet d'intervention formalisé** intégrant des actions relevant de différentes dimensions (habitat, urbanisme, commerces, économie, politiques sociales, etc...) et dont la mise en œuvre doit être coordonnée.

L'ORT prend donc en compte l'ensemble des **enjeux de requalification du centre-ville** et, plus particulièrement, la **modernisation du parc de logements** et des **locaux commerciaux**, la **lutte contre la vacance** et l'**habitat indigne**, la **réhabilitation de friches urbaines** et la **valorisation du patrimoine bâti** dans une perspective de **mixité sociale, d'innovation** et de **développement durable**.

Elaborée en concertation avec les **élus du territoire**, les **acteurs économiques, techniques** et **financiers**, l'ORT décline **cinq axes stratégiques** et **23 actions opérationnelles**, permettant de conduire une démarche de transformation à moyen et long termes, destinée au **renforcement des fonctions de centralité**, au bénéfice de la **qualité de vie des habitants**, dans une **trajectoire dynamique** et engagée dans la **transition écologique**.

« Redynamisation des centres-villes et centres-bourgs » : 1 million de subventions régionales mobilisées

Depuis 2019, afin de consolider un **maillage territorial** essentiel au **développement économique** et à la **cohésion sociale**, le **Conseil régional des Hauts-de-France** développe une **politique de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs**.

Avec, dans sa **première phase (2019-2022)**, 114 communes lauréates, puis 148 dans sa **seconde phase (2023-2025)**, le dispositif « **Centres-Villes/Centres-Bourgs** » soutient, notamment, les projets concourant à la **redynamisation commerciale et artisanale**.

A Hirson, dans sa première phase, le programme « **Centres-Villes/Centre-Bourgs** » a déjà permis de cofinancer la **réalisation du giratoire de la place Victor Hugo**, avec une **subvention obtenue** à hauteur de **288 244 € (50 %)**, ainsi qu'un **programme de vitrophanie**, avec une **subvention obtenue** de **21 859 € (50 %)**.

Dans le cadre de sa **seconde phase**, la Ville a obtenu une **subvention pour la requalification de l'avenue Mitterrand**, à hauteur de **327 788 € (50 %)**. Une nouvelle subvention sera sollicitée dans le cadre de la poursuite de l'opération de **résorption des friches urbaines et d'aménagement des berges de l'Oise**.

Au total, le **programme régional « CV/CB »** aura donc permis de mobiliser, en faveur de la requalification du centre-ville, **un million d'euros de subventions** de la Région.

Vers le nouveau Pacte SAT 3

Le 7 novembre 2018, à **Sars-Poteries**, en présence du **Président de la République**, un premier **Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT)** est signé entre l'État et les principales collectivités territoriales, pour une durée de trois ans, dans l'objectif de **changer le quotidien des 305 000 habitants du territoire concerné**.

173 millions d'euros et **90,9 millions** sont alors respectivement engagés par l'État et la Région, **5 millions de fonds européens** sont mobilisés, pour la mise en œuvre de **35 actions**, parmi lesquelles, notamment, l'engagement de la mise à **2 X 2 voies de la RN2** entre Laon et Maubeuge, le **déploiement des micro-folies** et des **Espaces « France Services »**, la **construction du nouveau centre hospitalier de Maubeuge**, d'un **nouveau commissariat à Aulnoye-Aymeries**, ou encore **l'ouverture du Campus connecté d'Hirson**.

Le 19 novembre 2021 à **Guise**, pour la **période 2022-2024**, le **Pacte SAT 2** est signé et poursuit les actions entreprises sur **quatre axes** : **renforcer les infrastructures de transport** (RN2, lignes ferroviaires, covoiturage, bornes électriques, vélo-route) ; **assurer la transition écologique du territoire** (résorption des friches industrielles et urbaines, réseaux de chaleur, développement des écoquartiers, rénovation de l'éclairage public à leds, développement du photovoltaïque, sécurisation de l'alimentation en eau potable) ; **agir pour l'inclusion de tous** (Cité de l'Emploi, économie sociale et solidaire, lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme, création de places de crèches, lutte contre l'habitat indigne) ; **améliorer l'attractivité du territoire** (projet territorial de santé, projet éducatif global, accès à la culture, valorisation du patrimoine, stratégie culturelle et touristique coordonnée).

Ce **Pacte SAT 2** associe également de **nouveaux partenaires**, parmi lesquels, notamment, la **SNCF**, les **bailleurs sociaux**, les **CAF**, la **Fédération des centres sociaux**, la **Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS)**, l'**Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT)**, les **agences de l'eau**, l'**Etablissement Public Foncier des Hauts-de-France**, **La Poste** et la **Banque des territoires**.

Le **29 janvier 2025**, à **Aulnoye-Aymeries**, le **Président de la République** annonce, pour la période 2025-2028, la **signature du Pacte 3**.

D'ores et déjà, la Municipalité s'est engagée dans la **préparation du Pacte 3** en proposant, sur chaque thématique prévue, **plusieurs pistes d'action**. Sont ainsi, notamment, sollicités :

- **en matière de santé** : la modernisation du Centre hospitalier et de l'EHPAD Brisset, a l'extension de la capacité d'accueil du CAMSP ;
- **en matière de logement** : la création de « *HLM horizontales et éclatées* » permettant d'acquérir et de réhabiliter des logements vacants en centre-ville pour les mettre en location ; la construction de logements inclusifs destinés aux personnes handicapées ;
- **en matière d'éducation** : la pérennisation et le développement du Campus connecté d'Hirson ;
- **en matière de développement économique** : la reconquête des friches industrielles ;

- **en matière de développement agricole** : l'engagement du plan de modernisation de l'abattoir municipal d'Hirson ;
- **en matière de lutte contre les violences conjugales** : la création d'une Unité de lutte contre les violences Intrafamiliales (UVIF) à Hirson.

Pour rappel, au titre des enveloppes budgétaires des **Pacte SAT 1 et 2**, la Ville d'Hirson a déjà obtenu une **subvention de 205 825 €** pour la première phase de l'opération concernant la **résorption de friches urbaines et la valorisation des berges de l'Oise** ; une **subvention de 199 270 €** pour la création d'un **centre de formation et de logements dans l'ancienne résidence du Val d'Oise**, une **subvention de 69 885 €** pour la **sécurisation du barrage de Blangy** et une **subvention de 253 975 €** pour la **phase 2** de l'opération de **résorption des friches urbaines et la valorisation des berges de l'Oise**.

